



VILLE DE  
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri  
94600 Choisy-le-Roi  
www.choisyleroi.fr  
☎ 01.48.92.44.44

# *Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 22 juin 2022*

Le vingt-deux juin deux mille vingt deux à dix-neuf heures trente, le Conseil municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le mardi 14 juin 2022, s'est réuni Salle du Conseil municipal – Hôtel de ville, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

## Etaient présents :

M. Mmes. : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, THIAM Moustapha, SASU Hancès, GARROUT Karim, COHEN Rachel, LORES Monique, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, HABI Hacène (jusqu'à 21h20), BOLLE-DALLIAH Kristian, CHALBI Yacin, LANTERNIER Lucie (jusqu'à 21h25), DESROCHES Damien, JUHEL Françoise, DESPRES Catherine, LUC Nadine (jusqu'à 20h55), AOUMMIS Hassan, GUILLAUME Didier, ESSONE MENGUE Terence, HUTIN Sébastien

## Étaient représenté-e-s :

M FONDENEIGE Matthias  
Mme DIMNET Jocelyne  
M CHIRrane El Arbi  
M. OMRANE Alain  
Mme BEZACE Mathilde  
M. BOURVEN Julien  
Mme LANTERNIER Lucie (à partir 21h25)  
Mme OZCAN Canan  
Mme MARTIN Mélisande (jusqu'à 21h25)  
Mme FOURNIER Laura

mandat à Mme FONTAINE Sabrina  
mandat à Mme OSTERMEYER Sushma  
mandat à Mme HACHE Bénédicte  
mandat à M. CHALBI Yacin  
mandat à M. Kristian BOLLE-DALLIAH  
mandat à Mme SASU Hancès  
mandat à M DESROCHES Damien  
mandat à Mme LAJILI Yamina  
mandat à Mme LANTERNIER Lucie  
mandat à Mme GAULIER Danièle

Mme LUC Nadine (à partir 20h55) mandat à M. GUILLAUME Didier

Étaient absentes : Mmes LEMOINE Nathalie, BENKAHLA Malika, M HABI Hacène (à partir de 21h20), Mme MARTIN Mélissande (à partir de 21h25)

Secrétaire de séance : M. DESROCHES

## Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance .....	5
→ Appel.....	5
→ Approbation des comptes rendus des séances des 18 et 30 mai 2022 .....	5
→ Observations sur l'ordre du jour.....	5
→ Informations sur l'ordre du jour .....	9
<b>RESSOURCES HUMAINES .....</b>	<b>9</b>
→ 1. Règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps .....	9
→ 2. Création d'un comité social territorial commun ville, CCAS et régie théâtre .....	10
→ 3. Modification du tableau des effectifs.....	10
<b>FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE .....</b>	<b>11</b>
→ 5. Approbation du compte de gestion Commune.....	11
→ 6. Approbation du compte de gestion Parkings .....	11
→ 7. Approbation du compte administratif Commune.....	12
→ 8. Approbation du compte administratif Parkings.....	12
→ 9. Affectation résultats Commune .....	17
→ 10. Affectation résultats Parkings .....	18
→ 11. Approbation BS Commune.....	18
→ 12. Approbation BS Parkings .....	19
→ 13. Fixation durées d'amortissements des immobilisations en M57 au 1er janvier 2022 (annule et remplace la délibération n°21.160 du 15 décembre 2021).....	19
→ 14. RBF (Règlement budgétaire et financier) .....	19
→ 15. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Choisy-le-Roi pour la fourniture de repas en liaison froide et goûters pour les services scolaires et périscolaires pour le personnel municipal et pour le Centre Communal d'Action Sociale.....	20
<b>DGST .....</b>	<b>20</b>
→ 16. Approbation de l'avenant n°12 pour l'exploitation du « Choisy bus » avec la RATP .....	20
→ 17. Adhésion à Plantes et Cité .....	22
→ 18. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale sur l'enquête publique et environnementale, projet de transport en site propre du T-Zen 5 .....	22
<b>PETITE ENFANCE .....</b>	<b>25</b>
→ 24. Approbation du nouveau règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant.....	25
→ 25. Délégation de Service Public Petite Enfance multi accueil Tony Lainé - Rapport annuel 2021.....	26

→ 26. Demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations familiales pour la création d'un pôle petite enfance ZAC Briand Pelloutier .....	27
<b>DGST (suite) .....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
→ 19. Avis de la commune de Choisy-le-Roi sur le SCOT métropolitain .....	28
→ 20. Approbation de l'avenant n°6 au traité de concession d'aménagement de la ZAC des Hautes-Bornes .....	32
→ 21. Mise en place de la taxe de séjour .....	33
<b>CULTURE .....</b>	<b>34</b>
→ 22. Approbation du règlement intérieur de l'École municipale de danse de gymnastique rythmique et d'arts chorégraphiques .....	34
→ 23. Prix de vente de documents et CD issus de la désaffectation annuelle par le réseau des médiathèques de la commune de Choisy-le-Roi .....	37
<b>SPORTS .....</b>	<b>38</b>
→ 27. Convention de partenariat avec l'association TEAM 91 MORANGIS pour l'organisation de Crito Star 2022 .....	38
→ 28. Subvention exceptionnelle à la Fédération française de ski nautique pour l'organisation des championnats de France du 7 au 10 juillet .....	38
<b>DLC .....</b>	<b>40</b>
→ 29. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (2e affectation) .....	40
→ 30. Avenant à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-Amont .....	40
<b>TRANSITION ÉCOLOGIQUE .....</b>	<b>41</b>
→ 31. Approbation de la Convention d'occupation du domaine public pour installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur voirie entre la Ville de Choisy-le-Roi et la société METROPOLIS .....	41
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE .....</b>	<b>43</b>
→ 32. Modification de la représentation de la commune au sein du SIRESCO .....	43
→ 33. Modification de la composition de la commission d'Appel d'offres .....	44
→ 36. Modification de la composition des commissions municipales .....	45
→ 37. Modification du représentant du Conseil municipal en charge des questions de défense .....	45
→ 38. Modification de la désignation des représentants et de leurs suppléants gestion des biens immobiliers en copropriété appartenant à la ville .....	45
→ 39. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales .....	46
<b>QUESTIONS DIVERSES .....</b>	<b>47</b>

*La séance est ouverte à 19 h 44 sous la présidence de M. Tonino Panetta, Maire de Choisy-le-Roi.*

**M. le Maire :** Vous avez été convoqués dans les formes légales en séance du Conseil municipal.

→ **Désignation du secrétaire de séance**

**M. le Maire :** Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un secrétaire de séance, donc je vous propose Monsieur Desroches comme secrétaire, qui manifeste son accord avec enthousiasme.

**M. Desroches :** Tout à fait, Monsieur le Maire.

*(M. Damien Desroches est désigné à l'unanimité secrétaire de séance.)*

**M. le Maire :** Je vais passer la parole à Monsieur Baranger, directeur général des services, pour procéder à l'appel nominal.

→ **Appel**

*(M. Denis Baranger procède à l'appel.)*

→ **Approbation des comptes rendus des séances des 18 et 30 mai 2022**

**M. le Maire :** Vous avez reçu les procès-verbaux des séances des 18 et 30 mai avec la convocation. Y a-t-il des observations sur ces procès-verbaux ? Je n'en vois pas, très bien.

→ **Observations sur l'ordre du jour**

**M. le Maire :** Sur l'ordre du jour, y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas, très bien. Il y en a une ? Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** Excusez-moi, Monsieur le Maire, je souhaiterais faire une intervention, une déclaration avant l'ordre du jour du Conseil, si vous me le permettez.

**M. le Maire :** Oui, allez-y.

**M. Guillaume :** Merci, Monsieur le Maire. Monsieur le Maire, chers collègues, chers Choisyennes et Choisyens qui nous écoutez, j'ai envie de vous dire qu'il y a un début et il y a une fin. Ce soir, c'est la dernière fois que je siégerai avec vous.

Je tiens à préciser que si je quitte cette assemblée après le déroulement de ce Conseil, c'est à la suite d'une longue réflexion. Une décision qui est motivée par des choix personnels et familiaux, une décision qui ne trouve pas sa genèse dans une situation politique locale ou nationale. Ma vie prend un nouveau virage, un choix réfléchi, assumé et partagé avec ma famille. Pour information, parce que je sais qu'il y a quelques bruits et quelques rumeurs dans la ville, je ne quitte pas Choisy-le-Roi et ne déménage pas pour l'instant.

Croire, espérer, changer, innover, transformer, des verbes que j'ai souvent utilisés et qui rythment ma vie, mes engagements. S'engager, c'est une démarche volontaire, un choix individuel qui peut devenir collectif et qui doit s'inscrire dans un contexte politique, économique et social pour moi. L'engagement, il est aussi dans la rencontre. La rencontre de l'autre, la discussion, la confrontation. La question est bien de lier le fait que l'on s'engage non seulement dans quelque chose, mais pour quelque chose et avec l'autre.

Pour moi, être citoyen militant, c'est être présent et agir là où la ville peut être améliorée, transformée, et pour une société plus juste et plus humaine. Dans ces 21 années de mandat local, oui, j'ai été élu le 18 mars 2001 comme conseiller municipal, mon action d'élu a été marquée par l'écoute, le fait d'aller à la rencontre de chacun, d'être attentif aux attentes et aux besoins. Et dès 2001, dans l'équipe animée par Daniel Davisse, j'ai soutenu les choix de gestion dans notre commune pour une meilleure condition de vie des Choisyens quotidienne portée par la démarche d'une gauche rassemblée dans un contexte mondial pourtant tendu à l'époque après les attentats du 11 septembre, le début de la guerre en Afghanistan et la crise économique et sociale qui en a suivi. Ce choix a été essentiel à mes yeux de m'engager dans cette lutte avec des amis, des camarades contre l'austérité. Je me suis retrouvé en 2001, comme vous ce soir, assis dans cette assemblée, puis en 2008 comme adjoint au maire dans la mise en œuvre d'un très large rassemblement des forces de gauche autour d'idées, de projets, de valeurs qui constituaient nos programmes pour les années à venir : lancement du projet ANRU 1 puis ANRU 2, ZAC du Port, Pôle intermodal, idée de la nouvelle école Vallon ou de la transformation du quartier dit des Gaziers, le développement de la participation citoyenne, l'idée d'un projet éducatif, la mise en place du PRE, la reconstruction d'une politique culturelle, l'éducation à la paix, le travail de mémoire. Je pense aussi à l'enfouissement des lignes à haute tension dans la ZAC des Hautes-Bornes et tout l'aménagement urbain qui en a suivi. Je dois dire aussi que mon prédécesseur, dans le cadre de l'enfouissement des lignes à haute tension, n'y croyait pas du tout. Et pourtant, cela a été fait. La nouvelle école Langevin-Mandela, la crèche Tony Lainé, et puis le tramway 9, le projet du T-Zen 5, l'élargissement du pont qui a fait souffrir les Choisyens, la défense du patrimoine ou l'achat de la maison Rouget-de-Lisle. Permettez-moi de dire très humblement que je suis quand même fier d'avoir contribué à tout cela et à d'autres choix aussi.

Bref, beaucoup de choses reviennent en mémoire à cet instant, mais je retiens de mon engagement politique, ici dans cette commune, comme élu et comme membre d'un parti, qu'être élu, cela implique d'être au cœur de la dureté, parfois de la gratitude, mais aussi vivre des moments de joie, des moments de passion. Cela se passe compte tenu des circonstances et des rapports entre les uns et les autres par des ambiguïtés de compromis, des choix, des renoncements. Cette dureté ne doit pas aussi occulter tout ce que l'engagement politique a de passionnant lorsque l'on milite et qu'on passe du temps pour un projet, pour les autres, toujours des projets à débattre et à préciser.

Permettez-moi aussi, dans cette assemblée républicaine, de parler un peu de spécificité, de faire référence à ma double fidélité. Je revendique mon appartenance, vous le savez tous, à un parti politique au sein du PCF, et mon adhésion à la conception d'un communisme que je considère toujours d'actualité au regard des situations humaines vécues en France et dans le monde. Et comme croyant aussi, je suis amené à mettre en rapport avec ma foi ce dont je suis humainement porteur. Comme je dis souvent, d'un côté un militant en quête d'un projet de société qui n'a jamais été réalisé, et de l'autre croyant qui cherche la porte d'un royaume non identifiable. Je sais, c'est une adéquation pas simple à résoudre. Alors, je prends le temps de regarder comme d'autres se sont transformés, comment il se produit quelque chose sur eux lorsqu'ils s'engagent.

Le regard des Choisyennes, des Choisyens, des Val-de-Marnais, des autres élus m'a toujours renvoyé une image, celle d'une exigence, parler vrai, être en proximité d'action et de concrétisation. On se rend compte qu'il y a toujours une attente, et la réponse, ma réponse, j'en ai bien souvent eu conscience, restait partielle, car elle demande des moyens, du soutien, mais aussi et surtout la mise en route de celui qui la pose. Alors, vivre cet engagement d'élu, et à quelque niveau que ce soit, conseiller, adjoint, maire, vice-président du département, exige d'être en éveil permanent. Ce n'est donc pas seulement pour soi, même s'il y a un peu de « narcissisation », de valorisation personnelle, bien sûr, mais c'est avant tout pour les autres, pour une rencontre.

Durant ces 21 années, la diversité des responsabilités, municipales, départementales, territoriales, dans les grands syndicats aussi, dans mon parti et les 8 campagnes électorales que j'ai vécues, dont 6 gagnées, a été source de richesse, mais pas d'enrichissement. Sa diversité a été incroyable à vivre personnellement, et aussi pour la famille qui est toujours installée dans l'ambivalence entre l'épanouissement et la frustration, entre la libération et l'enfermement, au milieu parfois de turbulences et avec des fois de la sérénité. C'est peut-être cela, le parti pris de croire à un pari fou de l'espérance qui donne sens à nos vies, à nos vies de militants.

J'arrête mes responsabilités d'élus, mais vous l'avez compris, mon utopie reste entière et je m'exprimerai toujours à travers la volonté de bâtir une société où la valorisation des capacités humaines sera pour moi le but de l'activité sociale. Je continuerai de m'impliquer avec d'autres ici ou peut-être ailleurs dans d'autres formes, mais avec toujours la finalité de faire reculer l'exploitation, la domination. C'est certainement cela mon essai de définition du communisme, et cette conception amène à faire des choix, l'épanouissement de chacun, la promotion de ses droits, le développement de la démocratie.

Alors, c'est maintenant, comme aux Césars, le temps des remerciements, si vous me le permettez. Merci évidemment à tous ceux qui m'ont fait confiance et qui m'ont donné l'occasion de vivre des mandats, je ne peux pas tous les citer, je pense à Michel Germain, Eliane Hulot, évidemment Daniel Davisse, Christian Favier, Pierre Laurent, et l'ensemble de mes camarades qui m'ont désigné scrutin après scrutin interne pour les représenter dans différentes élections. Merci à ceux qui étaient à mes côtés durant les équipes municipales de 2001 et 2014, merci à ceux qui m'ont accompagné aussi dans mon mandat de maire, celles et ceux qui composaient la majorité, tous, j'ai bien dit tous, bien sûr, mais aussi l'opposition. La démocratie n'a de sens que si les points de vue peuvent être exprimés et entendus. J'ai aussi une pensée ce soir pour mes collègues élus au département. Merci aux 43 et aux militants sympathisants pour la campagne municipale de 2020, même si le résultat espéré n'était pas au bout. Merci aussi à tous ceux que j'ai croisés, avec qui j'ai échangé, débattu, aux agents de la commune, à ceux du département. Je le redis fortement, elles et ils sont les garants d'un service public de proximité toujours à valoriser et à défendre.

Et pour finir ces remerciements, une petite dédicace un petit peu spéciale à Nathalie, évidemment, mon épouse, une femme remarquable, peu dans la lumière, mais une flamme indispensable pour moi. Une pensée aussi pour mes trois filles, parce que je sais que cela n'a pas été toujours simple pour elles d'être « les enfants de ». Merci donc pour ces 21 années de mandat au service de la démocratie et de la République.

J'en ai fini, Monsieur le Maire, et je conclurai simplement en disant que je crois plus que jamais à la pertinence de l'action transformatrice motrice de l'utopie, et je souhaite que personne n'oublie jamais la phrase que disait Cardijn : « *La vie d'un jeune travailleur vaut mieux que tout l'or du monde* ». Merci.

### *Applaudissements*

**M. le Maire :** Monsieur Didier Guillaume, cher Didier, si on peut se le dire, parce que quand même, je crois que nos relations n'ont jamais été mauvaises. Vous avez eu droit à des applaudissements républicains auxquels je m'associe, que je réitère, puisque le combat politique, vous l'avez dit, souvent, il peut être dur, trop dur, mais il est un temps où on peut se retrouver, et il est un temps pour le respect des uns et des autres, des idées et des combats menés. Je suis bien placé pour savoir ce que vous avez vécu, ce que vivent tous les maires. Je crois pouvoir dire qu'il y a un respect, une solidarité entre les maires, quelle que soit leur image politique, parce que nous œuvrons tous pour l'intérêt général au plus

près des gens. Ce n'est pas facile, cela peut être incompris, vous l'avez dit, il peut y avoir bien sûr de l'ingratitude, mais évidemment, surtout beaucoup de joie.

Je rends hommage aux 20 ans passés au service des Choisyennes et des Choisyens, je vous souhaite bien sûr le meilleur pour votre avenir. Je salue aussi votre femme et vos enfants, particulièrement votre femme, j'aimais vous taquiner, à vous dire que je l'avais connue avant vous, puisque j'étais son président à la FCPE de l'école Noblet. Je crois qu'elle œuvre encore pour l'intérêt des Choisyens dans une association, vous avez raison de dire que c'est une femme bien et que vous avez de la chance de l'avoir près de vous. J'en profite aussi pour rendre hommage à la mienne qui me supporte dans les mêmes conditions. Je crois que nous sommes tous les deux des aficionados de « Colombo ».

*Rires*

**M. le Maire :** Mais oui, il est encore plus difficile aujourd'hui d'assumer cette lourde tâche. Bien sûr, nous n'étions pas d'accord sur certaines idées, nous ne menions pas la même politique, mais vous aviez vos convictions comme j'ai les miennes, et c'est cela qui est beau dans la démocratie dans ce pays et qu'il ne faut pas perdre de vue. Les dernières élections, je vous l'avoue, m'inquiètent un peu, c'est une autre histoire, vous le vivrez aussi certainement autrement. Je sais que vous avez des projets, donc je vous souhaite pleine réussite à vos projets. Vous êtes dans votre ville, et bien sûr, vous serez toujours le bienvenu dans cet hôtel de ville à chaque fois que vous voudrez me rencontrer. Merci.

Monsieur Hassan Aoummis.

**M. Aoummis :** Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les élus. En ce moment où notre ancien maire Didier Guillaume quitte le Conseil municipal, il met fin à son engagement politique électif. Je tiens à lui rendre hommage pour le travail accompli pendant les années où il était à la tête de notre ville. J'ai eu le plaisir à exercer à ses côtés durant 6 ans, et j'ai, de ce fait, à témoigner de sa droiture, de sa probité, de ses valeurs humanistes, de son implication totale et entière dans la gestion de la ville. Malgré toutes les difficultés et obstacles rencontrés, et ils étaient nombreux et venaient de toute part, malgré toutes les embûches, malgré les empêchements de tout genre, Monsieur Didier Guillaume restait un maire digne, combatif et sincère dans son engagement aussi bien que dans son amitié et dans sa confiance. Cet état d'esprit a souvent peu à voir avec le monde politique, mais quelle importance du moment où la conscience est sauve et les principes indemnes ? À titre personnel, je tiens à le remercier chaleureusement pour tout ce qu'il a accompli sans se ménager, pour tout ce qu'il a tenté de mettre en place, usant chaque fois et toujours de la même ligne de conduite, la confiance dans son équipe et le respect de ses individualités.

Je lui souhaite l'épanouissement total et entier dans ce qu'il compte entreprendre et le remercie encore pour cette belle expérience que nous avons vécue dans la proximité politique, mais aussi et surtout dans l'amitié. Merci à toi, Didier.

**M. le Maire :** Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Monsieur le Maire, en tant que première des socialistes de ce dernier mandat et épouse du premier socialiste dans le mandat précédent, je tiens vraiment à témoigner à Didier de toute l'estime du parti socialiste et l'amitié qui est la mienne et celle de Marc Scotto pour tous ces combats menés côte à côte, pour tous ses engagements, pour tout ce que nous avons fait ensemble. Merci, Didier.

**M. le Maire :** Bien. Donc la vie démocratique de ce Conseil reprend son cours. Nous allons en venir à l'ordre du jour. Je crois qu'il n'y avait pas d'observation sur l'ordre du jour. Il y a eu les interventions.



## → Informations sur l'ordre du jour

**M. le Maire :** Des informations, il y a deux retraits dans cet ordre du jour. Il y a le retrait de la délibération sur la modification des indemnités de fonction au maire, elle ne peut pas être votée en l'état, puisqu'on s'est aperçu qu'elle est incomplète. Il manque deux éléments. Elle sera représentée ultérieurement. Ainsi que celle sur la convention de mécénat en nature dans le cadre de plantation d'arbres et de végétalisation et entreprise LatexBio. C'est une entreprise qui se proposait d'offrir ou de planter un arbre à Choisy-le-Roi à chaque fois qu'elle vendrait un matelas. Nous devons les revoir, parce qu'il faut établir une convention, et nous voudrions quand même préciser certains points. Nous étions d'accord sur le principe, mais il reste quand même certains points précis à étudier qui peuvent configurer cette convention. Donc j'espère qu'on pourra vous la présenter lors d'un prochain Conseil municipal, puisque l'initiative nous paraissait intéressante.

Nous avons également l'ajout d'une délibération sur table sur l'avis du Conseil municipal sur la demande environnementale sur l'enquête publique, projet de transport en site propre T-Zen 5, car nous devons délibérer avant le 4 août et le dossier est arrivé en mairie le 17 juin, donc cela nous laissait peu de temps, et nous n'avions pas d'autre choix que de le présenter là sur table.

Nous avons aussi, à la demande de Monsieur Hutin, une inversion de noms à faire dans les délibérations sur la représentation de la commission d'offre des marchés travaux et de concessions, Madame Desprès devenant titulaire et Madame Benkahla devenant suppléante. Ce sera précisé lors de la délibération qui viendra tout à l'heure.

Nous aurons aussi à voter le compte administratif, et donc je vous rappelle la règle, je me retirerai lors de ce vote, lors des deux votes du compte administratif, et ce sera mon Premier adjoint, Monsieur Id Elouali, conformément à l'article L 221-14 du CGCT, qui me remplacera.

## RESSOURCES HUMAINES

### → 1. Règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion, d'utilisation et de clôture du compte épargne-temps

**M. le Maire :** Nous abordons donc l'ordre du jour. Le point n°1 pour nos agents, je donne la parole à Monsieur Vasco Coelho.

**M. Coelho :** Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir, Monsieur le Maire, chers collègues, Choisyens, Choisyennes. Le compte épargne-temps, CET, est un dispositif fixé par décret qui ouvre aux agents de la collectivité territoriale qui le souhaitent la possibilité de capitaliser le temps sur plusieurs années. Compte tenu du fait que les agents de la ville disposent depuis la mise en place des 1 607 heures de jours d'aménagement et réduction de temps de travail, RTT, Monsieur le Maire propose d'actualiser les dispositions relatives au CET pour ouverture, alimentation, utilisation et de permettre aux agents de pouvoir ainsi déposer en plus de congés annuels et de jours de fractionnement non utilisés de jours de RTT sur leur CET. Donc il nous est proposé, chers collègues, de délibérer à ce sujet.

**M. le Maire :** Très bien. Y a-t-il des remarques, des questions sur cette délibération ? Je n'en vois pas, nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*La délibération n°1 est adoptée à l'unanimité.*

## → 2. Création d'un comité social territorial commun ville, CCAS et régie théâtre

**M. le Maire** : Le deuxième point, Monsieur Vasco Coelho poursuit.

**M. Coelho** : Merci, Monsieur le Maire. Compte tenu des effectifs globaux de 1102 agents et des liens étroits entre les trois structures pour l'examen des questions intéressant des services et impactant les agents, il est proposé de créer un comité social territorial commun compétent pour l'ensemble des agents de la collectivité du CCAS et de la régie autonome théâtre-cinéma Paul Eluard qui sera composée de la façon suivante :

- Après consultation des organisations syndicales, il est proposé de fixer le nombre de représentants en titulaire du personnel à 6 et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.
- Compte tenu des effectifs de 1102 agents, il doit également être institué une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail qui sera dénommée : formation spécialisée du comité. Le nombre de représentants titulaires du personnel au sein de cette formation est donc fixé à 6, chacun assisté de deux suppléants.

Il est proposé d'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur l'ensemble des questions sur lesquelles ces instances émettent un avis. Il sera donc maintenu un paritarisme numérique entre les deux collèges fixant le nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaire et suppléant dans les deux instances.

Chers collègues, nous devons délibérer pour approuver la création de ce CST.

**M. le Maire** : Y a-t-il des questions ? Non. Nous procédons au vote. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°2 est adoptée à l'unanimité.*

## → 3. Modification du tableau des effectifs

**M. le Maire** : Le point n°3, un grand classique. La parole est toujours à Monsieur Coelho.

**M. Coelho** : Merci, Monsieur le Maire. Pour contribuer au bon fonctionnement des différents services de la ville, il convient de procéder aux transformations indiquées dans la délibération pour une mise en adéquation du poste existant et des postes à pourvoir en tenant compte du mouvement du personnel et des recrutements réalisés et en permettant l'accès à des agents contractuels.

Chers collègues, nous devons délibérer à ce sujet. Dans la délibération, il y a tous les éléments.

**M. le Maire** : Des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.*

## FINANCES / COMMANDE PUBLIQUE

### → 5. Approbation du compte de gestion Commune

**M. le Maire** : Le point n°4 a été retiré. Point n°5, les finances. La parole est à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Bonsoir à tous, merci, Monsieur le Maire. Donc le compte de gestion, qui est un document qui est réalisé par le comptable public, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes pour l'année. Nous devons donc constater la concordance de l'exécution budgétaire du comptable et des comptes administratifs avant le 30 juin de chaque année. Comme nous avons constaté la concordance avec le compte administratif, nous vous proposons d'approuver ce jour les comptes de gestion du budget principal puis du parking.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

Pardon, on a voté, il y a une intervention de qui ?

**M. Hutin** : Ce n'était pas une intervention, excusez-moi, j'étais un petit peu ailleurs du fait du départ de Monsieur Didier GUILLAUME, on a du mal. Finalement, on s'abstient sur cette délibération.

**M. le Maire** : Sur laquelle, les parkings ou la précédente ?

**M. Hutin** : Pas les parkings, sur le compte de gestion commune.

**M. le Maire** : je rappelle que le compte de gestion est validé par le représentant.

**M. Guillaume** : C'est bien pour cela que nous ne votons pas contre, ce n'est pas lié au trésorier, mais aux choix budgétaires.

**M. le Maire** : On recommence le vote sur le point n°5, c'est plus simple. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Vous avez compté ? OK.

*La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité (7 abstentions)*

### → 6. Approbation du compte de gestion Parkings

**M. le Maire** : Le point 6. C'est toujours Madame Francisot au micro.

**Mme Francisot** : C'est déjà fait.

**M. le Maire** : C'est déjà fait ? Monsieur Didier Guillaume, arrêtez de perturber ce Conseil.

*Rires*

**M. Guillaume** : On va vous étonner, parce que là, on va voter pour.

**M. le Maire** : C'est bien, alors. L'émotion étant passée, y a-t-il a des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°6 est adoptée à l'unanimité.*

→ 7. Approbation du compte administratif Commune

→ 8. Approbation du compte administratif Parkings

**M. le Maire :** Le point n°7 et le point 8, vous ferez deux votes séparés, je pense que j'ai le temps de rentrer à la maison. C'est pour cela que j'annonce les deux. À tout à l'heure, si vous le voulez bien pour le vote. C'est vrai qu'il y a un débat avant.

**M. Guillaume :** Monsieur le Maire, vous pouvez rester au débat sans prendre la parole et vous retirer au moment du vote.

**M. le Maire :** Comme j'étais pour... Allez-y, Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Le compte administratif, contrairement au compte de gestion, est un document comptable qui est établi par l'ordonnateur, c'est-à-dire notre administration municipale, qui retrace l'ensemble des mandats de dépenses et des titres de recettes émis pendant la commune pendant la durée de l'exercice. Il prend également en compte les engagements juridiques en dépenses et en recettes.

L'année 2021 conclut une première année en pleine exécution de notre mandat municipal, une première année dont la réalisation reste encore partiellement marquée par le contexte national. Nous clôturons l'exercice avec un excédent en section de fonctionnement de 11 316 208,33 euros et un déficit en section d'investissement de 7 383 199,86 euros, soit un total solde cumulé excédentaire pour un montant de 3 933 008,47 euros.

Attachons-nous tout d'abord à la section de fonctionnement. Donc les dépenses totales de cette section s'élèvent à 67,08 millions d'euros contre 71,15 millions d'euros en 2020, ce qui fait une diminution de 5,72 %. Les dépenses d'ordre sont en diminution de 8,7 % et s'élèvent à 2,5 millions d'euros. Ces dépenses correspondent aux dotations, aux amortissements et aux sorties d'actifs pour les biens cédés.

Les dépenses réelles sont, elles, en diminution de 5,6 % en 2021, soit 64,58 millions d'euros contre 68,41 millions d'euros en 2020. En 2021, les charges à caractère général ont fortement évolué, passant de 13,24 millions d'euros à 14,39 millions d'euros, mais je le rappelle, les événements de l'année 2020 ont fortement impacté l'activité normale des services. Il m'a donc paru plus parlant de comparer l'année 2021 à 2019. À ce titre, on parlerait d'une évolution globale de ce chapitre de 0,9 %.

On voit une évolution de 6,7 % des dépenses liées aux achats et variations de stocks. Il faut toutefois nuancer cette évolution, puisque bien évidemment, il s'agit de l'article qui comprend les prestations de services grandement utilisées par les services périscolaires et jeunesse qui, du fait de la crise de 2020, avaient dû annuler des séjours et des sorties. Si l'on compare à 2019, les dépenses sont en diminution de 3 %. Les fournitures non stockées sont en forte diminution, mais cela correspond au différentiel d'achat de gel hydroalcoolique et de masques en 2020 et 2021.

L'article dédié aux fournitures scolaires a augmenté de 2,2 % au regard de l'évolution du nombre d'enfants scolarisés sur la ville et des besoins des écoles.

En ce qui concerne les services extérieurs, on peut voir que les deux plus fortes évolutions concernent les articles, primes d'assurances et entretien et réparation. À titre d'exemple, la tempête du 19 juin 2021 a induit 126 000 euros de travaux d'entretien des espaces verts

supplémentaires. La mise en service des gymnases Alice Milliat et du centre de loisirs de la Prairie a entraîné une augmentation des primes d'assurance de 193 000 euros.

L'assouplissement des conditions sanitaires et le retour des animations dans notre ville avec nos très agréables forums des associations et très chaleureux marchés de Noël expliquent une évolution de 63,5 % de l'article des frais de déplacement, missions et réceptions, et de 42,5 % des frais de publicité, publications et relations publiques.

Les impôts et taxes ont aussi augmenté du fait de l'acquisition des usufruits temporaires des biens portés par l'EPFIF pour le centre commercial Choisy Sud.

Le chapitre des charges de personnel connaît une faible évolution en 2021. On passe de 37,95 millions d'euros en 2020 à 38,13 millions d'euros en 2021. Cette dépense représente 59 % des dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2021.

Conséquence de la pandémie Covid, le taux de vacances au sein des services est que la masse salariale a été anormalement basse au premier semestre 2021. Les opérations de recrutement ont été mises en attente dans le cadre des remplacements à la suite de départs, puis se sont retrouvées dans un volume standard en lien avec la reprise progressive de l'activité en sortie de crise sanitaire. Il n'y a pas eu de revalorisation de plus du point d'indice en 2021.

Il faut enfin noter que depuis 2020, les charges de personnel pour les parkings sont désormais prises en charge sur le budget annexe des parkings, ce qui minore légèrement la masse salariale sur le budget principal.

En ce qui concerne les atténuations de produits, jusqu'en 2020, nous reversions encore la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ainsi que la redevance spéciale d'enlèvement des ordures ménagères à l'EPT. En ce qui concerne la TOM, nous reversions l'équivalent du coût de la compétence transférée, soit 4,78 millions d'euros. La redevance spéciale, elle, était totalement reversée, ce qui explique cette baisse drastique de ce chapitre.

En 2021, la ville n'a pas contribué au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales compte tenu de son rang de classement à la dotation de la solidarité urbaine. En effet, elle chute du 233e rang de classement au 197e en 2021. En revanche, la participation au fonds national de garantie individuelle des ressources reste inchangée à un peu plus de 2,75 millions d'euros.

Le chapitre des autres charges de gestion courante a légèrement diminué. Les dépenses liées aux indemnités et frais de formation des élus ont diminué de 6,3 %, alors qu'elles avaient déjà diminué de 20 % en 2020.

En 2021, les subventions de fonctionnement ont aussi diminué. La subvention CCAS est un peu plus de 220 000 euros de moins, de façon à intégrer les excédents récurrents sur ce budget. Le théâtre avait quant à lui minoré sa demande de 30 000 euros par solidarité avec les autres services, alors que leur activité a été longuement perturbée par les décisions gouvernementales liées à la crise sanitaire.

Les pertes sur créances irrécouvrables ont considérablement augmenté puisque, rappelez-vous, nous avons en cours d'année 2021 admis en créance irrécouvrable plus de 140 000 euros, dont notamment des loyers non perçus entre 2015 et 2019 sur la galerie Rouget-de-Lisle.

Les participations obligatoires ont elles aussi augmenté de 8,3 %. On peut ici citer par exemple la participation aux dépenses de fonctionnement des sapeurs-pompiers ou encore la recapitalisation de l'EPA Orsa.

Les charges financières de la ville ont globalement diminué de près de 10 %, cette diminution est essentiellement due à la baisse des taux, notamment à la suite du refinancement de certains de nos emprunts. Je précise ici encore que la ville ne possède aucun emprunt toxique, dispose d'un encours de dette inférieur à la moyenne de la strate et maintient une répartition très équilibrée de sa dette puisque seuls 17 % de l'emprunt est réalisé en taux variable. Je peux vous inviter à consulter les pages 11 et 12 de la maquette, où vous trouverez les détails de la structure de la dette.

Enfin, vous constaterez une nette diminution du chapitre des charges exceptionnelles.

Je vais maintenant m'attarder sur les recettes de fonctionnement. Elles sont en recul de 3,61 % en 2021, passant de 81,33 millions d'euros en 2020 à 78,39 millions d'euros en 2021. Mais, comme pour la section de fonctionnement, il m'a semblé intéressant de comparer avec 2019 et cette évolution de 1 %.

En ce qui concerne les recettes de gestion courante, on observe une diminution de 21,9 % au chapitre des atténuations de charges. En effet, en 2020, nous avons obtenu une diminution de notre facture de chauffage de la part de notre fournisseur, et les remboursements des assurances sur rémunération du personnel ont elles aussi diminuée.

Comparé à 2020, le chapitre des produits et services du domaine est en timide évolution puisque la recette reste inférieure à celle de 2019. C'est dans ce chapitre que l'on retrouve la participation des usagers aux services municipaux et scolaires. Vous pouvez retrouver le détail des recettes page 15 de la notice.

Le chapitre des impôts et taxes à lui également diminué. Cela s'explique notamment par la perte de la TOM qui est désormais perçue directement par l'EPT. Les autres taxes ont quant à elles connu une légère évolution, ce qui compense aussi légèrement la perte des 4,7 millions de recettes de la TOM. En 2020, les recettes sur les droits de voirie et de la taxe locale sur la publicité extérieure avaient diminué à la suite d'une délibération du 10 juin 2020 accordant aux acteurs économiques de la ville un abattement de 50 % pour leur apporter un soutien durant la crise sanitaire. Ceux-ci ayant retrouvé une activité plus ou moins normale, les recettes retrouvent également leur niveau traditionnel.

Le chapitre des dotations, subventions et participations a lui aussi diminué, passant de 13,75 millions d'euros en 2020 à 12,83 millions d'euros en 2021. La dotation globale de fonctionnement a légèrement augmenté, mais il faut dire qu'en 2020, nous avons perçu des aides de la part de l'État, la CAF ou encore de la Région pour la gestion de la crise sanitaire.

Le chapitre des autres produits de gestion courante qui correspond essentiellement aux loyers et redevances perçus par la ville évolue en 2021, toujours avec l'amélioration des conditions sanitaires, puisqu'en 2020, une délibération avait permis d'exonérer certains commerçants de loyers.

Je passe rapidement pour ne faire que le citer le chapitre des produits financiers de fonctionnement, qui représente les dividendes liés aux parts sociales détenues à la Sadev qui représente cette année 286, 20 euros.

Les produits exceptionnels sont en pleine augmentation, notamment par suite de la cession du pavillon 62 bis Alsace-Lorraine pour 370 000 euros et à la vente de véhicules.

Pour finir sur la section de fonctionnement, je précise que l'excédent de fonctionnements de 2020 rapporté en 2021 est de 4,5 millions d'euros, et contrairement à ce qui est inscrit en page 19 de la notice que vous avez reçue et qui sera corrigée avant publication, la section de fonctionnement se solde en 2021 par un excédent brut de 11,3 millions d'euros, dont près de 7,4 millions d'euros ont été affectés à la section d'investissement.

Je passe donc en section d'investissement. À la suite de la crise sanitaire qui avait gelé certains investissements en 2020, la section d'investissement connaît un regain d'activité en 2021 passant de 16,92 millions d'euros en 2020 à 21,94 millions d'euros en 2021. En ce qui concerne les dépenses réelles d'investissement, 84,91 % des prévisions ont été réalisées.

Au chapitre des immobilisations incorporelles, on retrouvera des frais d'études d'environ 120 000 euros. Cela concerne notamment l'élémentaire Victor Hugo, l'étude pour la mise en place de la vidéoprotection ainsi que l'étude pour les nouveaux locaux de la police municipale. On retrouvera également des frais de logiciel, brevets, licences pour un peu plus de 100 000 euros. Ces frais sont nécessaires à la mise à niveau de nos systèmes municipaux d'information, de travail, etc.

La subvention d'investissement versée aux sapeurs-pompiers s'élève à près de 254 000 euros, bien utiles pour eux, et représente près de deux fois plus qu'en 2020.

Au chapitre des immobilisations corporelles, on observe une timide augmentation des dépenses. Les opérations les plus importantes vous sont détaillées page 22 et 23 du rapport. Je vais néanmoins citer quelques-unes de ces opérations. On peut parler de l'achat des jardins familiaux avenue de Villeneuve-Saint-Georges pour 967 000 euros, l'achat de 19 lots dans la résidence du Parc pour 667 000 euros. 733 613 euros ont été dépensés pour les structures d'enfance et de la petite enfance, dont près de 60 000 euros pour la rénovation de nos centres de vacances Penthievre et Morillon. 191 000 euros pour les travaux de requalification de la cour Casanova et le remplacement des menuiseries de l'école du Parc. 1,3 million d'euros ont été utilisés pour la structure sportive, leur aménagement et leur rénovation. On peut aussi citer la construction du vestiaire de rugby au stade Jean Bouin et la rénovation extérieure thermique du gymnase Rousseau. 93 000 euros ont servi à la rénovation des bâtiments administratifs.

En ce qui concerne les installations de voirie, 150 000 euros de travaux ont été effectués. Les travaux sur le réseau câblé d'électrification se sont poursuivis, notamment sur la signalisation tricolore du raccordement à la fibre et au câblage wifi. Nous avons poursuivi la rénovation du parc automobile en y intégrant toujours plus de véhicules plus respectueux de l'environnement pour un montant de 195 000 euros. Des immobilisations sont encore en cours pour un montant de 1,2 million d'euros, notamment en ce qui concerne le centre de loisirs de la Prairie et celui des Gondoles, c'était le cas en fin d'année 2021, ainsi que la mise en souterrain des lignes haute tension.

En ce qui concerne les opérations en APCP, 1,35 million d'euros ont été dépensés. Les travaux de rénovation et de mise en accessibilité du groupe scolaire Langevin-Mandela et de l'élémentaire Jean Macé se sont poursuivis. Quelques travaux ont été réalisés rue Palissy ainsi que pour le passage des gondoles en zone 30. Plusieurs aires de jeux pour enfants ont été rénovées, celle des gondoles, de la prairie, etc. Enfin, le projet ANRU, qui est notre plus gros projet en APCP, se poursuit.

Le remboursement du capital de la dette a augmenté en 2021 de 7 % par suite du refinancement de 14 emprunts. Nous empruntons désormais à un taux de 0,31 %, et je vous laisse découvrir les détails page 28 de la notice.

Les dépenses d'ordre de la section d'investissement correspondent à des transferts entre sections aux chapitres, et correspondent à un peu plus de 320 000 euros. Les recettes d'investissement ont légèrement augmenté, passant de 13,22 millions d'euros en 2020 à 15,96 millions en 2021. 5,6 millions d'euros d'excédent de fonctionnement ont été arrêtés à la section d'investissement pour recouvrir le déficit en section d'investissement.

Nous avons reçu 1,7 million d'euros pour le fonds de compensation de la TVA et 510 000 euros pour la taxe d'aménagement. Nous avons perçu environ 1,7 million d'euros pour ce qui concerne les subventions d'investissement. Je citerai les 528 000 euros reçus de Valophis pour la mise en souterrain de lignes à haute tension, 229 000 euros de l'État pour l'extension de l'école Joliot-Curie, 40 000 euros de la Région pour le réaménagement du parc Maurice Thorez, 201 000 euros du Département pour le gymnase des Hautes-Bornes, un peu plus de 22 000 euros de la CAF pour le réaménagement de l'espace Mouloudji, et je vous invite à consulter l'ensemble des détails page 31 du rapport.

Le chapitre 16 des emprunts et dettes laisse apparaître près de 3,7 millions d'euros, cela correspond au refinancement des emprunts existants à meilleures conditions. Les recettes d'ordre en investissement ont légèrement diminué, tout comme pour les dépenses d'ordre d'investissement. Elles correspondent à des opérations de transfert entre section ou chapitre, les dépenses d'ordre de fonctionnement.

En ce qui concerne les restes à réaliser, en dépenses, vous pourrez constater en page 32 du rapport une baisse de 25,9 % en 2021, alors qu'elles étaient déjà de 65,1 % en 2020 par rapport à 2019. Cela s'explique notamment par la création d'opérations en APCP qui permettent une meilleure gestion pluriannuelle des investissements, ainsi qu'à une gestion optimisée de la commande publique.

En recettes des restes à réaliser, deux subventions étaient encore attendues, celle du Département pour le gymnase Alice Milliat et de la Région pour le parc Maurice Thorez. La section d'investissement se clôture en 2021 avec un résultat déficitaire de 7 383 199,86 euros. Il sera couvert par l'excédent en section de fonctionnement. L'exercice 2021 se clôture donc par un excédent net de 3 933 008,47 euros.

**M. le Maire :** Bien, merci, Madame Francisot. Y a-t-il des observations ou des questions sur ce compte ? Non. Je me retire ? Ou est-ce que vous faites le débat sur le suivant et je me retire pour les deux pour voter ?

**M. Hutin :** J'ai juste une observation, c'est juste tout en bas de la délibération, il y a pour « extrait conforme, Monsieur Ali Id Elouali, premier maire de Choisy-le-Roi », il manque des mots, je pense.

**M. le Maire :** C'est que je suis en train de poser comme question. C'est soit on fait le débat de la deuxième, je me retire, et vous voterez l'une après l'autre, et je me retire une fois pour toutes...

**M. Hutin :** Ce n'est pas cela, juste qu'il y a des fautes de frappe dans la délibération. Je voulais vous en informer. C'est juste cela.

**M. le Maire :** Ah, il y a une faute de frappe ? On va la corriger, je ne l'ai pas vue. La délibération à la fin, d'accord. Ce sera corrigé, on mettra « adjoint ». On va la corriger.

La question que je posais, est-ce qu'on vote le compte administratif, je sors et je reviens pour le débat, ou est-ce qu'on fait tout de suite le deuxième débat, je sors une fois pour toutes, et vous voterez indifféremment ? On fait le deuxième, comme il n'y a pas de questions.



La parole est à Madame Francisot, et vous voterez par la suite les deux, mais différenciés.

**Mme Francisot** : Je serai beaucoup plus brève sur le budget annexe des parkings. Je passe rapidement sur les différentes composantes de ce budget.

Vous pouvez observer une évolution des dépenses d'exploitation de 10,7 %, passant de 918 000 euros à près de 1 million d'euros, l'évolution la plus importante étant celle des charges de personnel qui, depuis 2020, sont imputées directement sur ce budget.

Les recettes d'exploitation ont, elles, évolué de 14,41 %, l'évolution la plus nette est celle des redevances de stationnement en constante augmentation depuis que nous avons changé le mode de facturation. La ville a dû augmenter la subvention d'équilibre afin de prendre en compte les dépenses liées au personnel.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, elles ont augmenté de 59,7 %, on peut ici noter des travaux divers pour 60 000 euros ainsi que l'achat d'auto-laveuses pour près de 26 000 euros. Les recettes d'investissement ont elles aussi augmenté de 54,1 %, cela correspond essentiellement au refinancement global de nos emprunts à des conditions plus intéressantes qui sont les mêmes que celles pour le budget principal.

Le budget annexe des parkings a été clôturé avec un excédent de 97 348,70 euros, ces deux sections étant excédentaires.

**M. le Maire** : Bien. Y a-t-il des observations ou des questions ? Je n'en vois pas, donc je me retire et vous allez voter chaque délibération. C'est Monsieur Ali Id Elouali qui va diriger ce vote.

**M. Id Elouali** : Parfait. On va faire voter la première délibération et ensuite la deuxième. Qui s'abstient pour la première délibération ? Monsieur Habi... Madame Juhel, pardon. Très bien. Qui vote contre ? Parfait.

*La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité (8 abstentions)*

**M. Id Elouali** : Pour la deuxième délibération, pour les parkings, qui s'abstient ? Une abstention. Qui vote contre ? Merci. On peut aller chercher le maire.

*La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité (1 abstention)*

**M. le Maire** : Bien, donc c'est voté. Super. C'est voté pour.

## → 9. Affectation résultats Commune

**M. le Maire** : Maintenant, le point n°9. La parole est toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Comme je l'ai déjà dit tout à l'heure pendant la présentation du compte administratif, sur le budget principal, l'excédent de fonctionnements pour 2021 est d'un peu plus de 11 millions d'euros. La somme sera affectée de la façon suivante :

- 7 383 199,36 euros au compte 1068 excédents de fonctionnements capitalisés, donc en recettes d'investissement,
- 3 933 008,47 euros au compte 002 excédent de fonctionnements reportés en recettes de fonctionnement.

En ce qui concerne les parkings, donc l'excédent d'exploitation pour l'exercice 2021 étant de 61 502,77 euros, cette somme sera affectée à l'excédent de fonctionnement reporté en recettes d'exploitation.

**M. le Maire :** Bien, des observations ou des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? Il y a des abstentions. Madame Juhel, abstention ? Très bien. Monsieur Hacène Habi, abstention. C'est noté.

*La délibération n°9 est adoptée à l'unanimité (8 abstentions)*

#### → 10. Affectation résultats Parkings

**M. le Maire :** Des observations, des questions ? Non, le vote. Abstentions ? Je suppose que non. C'est voté à l'unanimité. Très bien.

*La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.*

#### → 11. Approbation BS Commune

**M. le Maire :** Le point suivant, la parole est toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Merci, Monsieur le Maire. Le budget supplémentaire va nous permettre de reprendre les excédents, donc je vais être assez brève sur les excédents. Je vais essentiellement faire un petit point sur ce qui sera plutôt rajouté donc en dépenses de fonctionnement, puisqu'on ajoute 199 000 euros de recettes supplémentaires en fonctionnement, dont 70 000 euros pour l'administration générale.

50 000 euros vont servir à ajuster les titres à annuler sur l'exercice antérieur, 47 000 euros pour l'entretien des rideaux des écoles, ce qui est plutôt essentiel. Aux relations publiques, on rajoute 11 000 euros pour des projets avec les collèges et le jumelage, puis au service urbain, on rajoute 80 000 euros pour le raccordement de l'immeuble Batigère. Bien entendu, on rajoute à la section de fonctionnement le virement de l'excédent dont on a parlé de 4 767 843 euros, donc on ajuste le virement à la section d'investissement.

Les recettes nouvelles en fonctionnement s'élèvent à 1 034 014 euros, c'est un ajustement des impôts et allocations compensatrices dont on a déjà reçu des notifications pour 1 million d'euros, et une baisse de la DGF de 41 000 euros.

En section d'investissement, on ajoute de nouvelles dépenses pour 56 000 euros. Pour les sapeurs-pompiers, on ajoute 100 000 euros de plus, et pour la direction des réseaux numériques, on ajoute 25 000 euros pour qu'on puisse acquérir de nouveaux logiciels. Pour la direction de la sécurité et de la prévention, on ajoute 27 000 euros, notamment pour qu'ils puissent acquérir une armoire forte et intelligente pour l'armement, et également pour un complément pour les gilets, etc., pour l'équipement des policiers municipaux.

À la médiathèque, on ajoute 4000 euros en investissement pour de l'achat de mobilier.

Pour les recettes, on ajuste l'emprunt, tout simplement, on retire 4 611 843 euros à l'emprunt, ce qui portera le montant total de l'emprunt pour 2022 à 2 921 332 euros.

Donc le budget total, BP plus BS, en 2022 s'élève à 109 840 948,33 euros. Je continue le budget des parkings en même temps ?

**M. le Maire :** On va faire la tradition, y a-t-il des observations ou des questions ? Non. On passe au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est noté.

*La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité (8 abstentions).*

## → 12. Approbation BS Parkings

**M. le Maire :** Le point suivant.

**Mme Francisot :** Tout comme le budget supplémentaire sur la ville, on intègre les résultats de l'exercice précédent au budget, c'est-à-dire qu'on intègre les un peu plus de 97 000 euros d'excédent, donc on inscrit de nouvelles dépenses pour l'exercice 2022.

Pour l'exploitation, on inscrit 53 000 euros de plus en contrat de maintenance, par exemple 4000 euros sur les charges exceptionnelles. En investissement, on rajoute 35 000 euros de dépenses imprévues.

**M. le Maire :** Bien. Y a-t-il des observations, des questions ? Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi :** Merci, Monsieur le Maire. Petite question sur cette augmentation de 53 000 euros de maintenance. Qu'est-ce qui est mis derrière comme prestation, tout simplement ?

**M. le Maire :** C'est sur le budget, c'est sur la maintenance des parkings. C'est un budget supplémentaire en prévision, parce qu'il va y avoir des dépenses supplémentaires sur des machines et autres à remplacer. Il n'y a pas le détail, c'est un budget. Le détail, nous l'aurons en dernier, lorsque ce sera effectué. C'est un réajustement par rapport au prévisionnel.

**Mme Francisot :** Si vous permettez, Monsieur le Maire, comme il y a de l'excédent, il faut bien qu'on mette cet excédent sur des lignes d'imprévu. Effectivement, en fin d'année, on pourra réajuster soit la subvention en réalité que la ville donne en décision modificative de fin d'année, tout simplement, si cela n'a pas été réalisé. Maintenant, s'il y a des travaux en plus à faire, c'est possible de les faire, on les fera.

**M. le Maire :** Y a-t-il d'autres questions ? Alors, y a-t-il des votes contre ? Là, il y a des votes contre. C'est tout le groupe... Voilà. Abstentions ? Non. Très bien.

*La délibération n°12 est adoptée à la majorité (7 contre).*

## → 13. Fixation durées d'amortissements des immobilisations en M57 au 1er janvier 2022 (annule et remplace la délibération n°21.160 du 15 décembre 2021)

**M. le Maire :** Le point suivant, la parole est toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot :** Encore merci, Monsieur le Maire. C'est un point technique. Tout simplement, le 15 décembre, nous avons voté une délibération pour le passage à la M57 de nouvelles durées d'amortissement, il y a une ligne qui n'était pas comprise dans notre délibération, la 2188, donc il faut la rajouter, et on modifie une durée d'amortissement d'une des natures. C'est un point tout simplement technique.

**M. le Maire :** Des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.*

## → 14. RBF (Règlement budgétaire et financier)

**M. le Maire :** Toujours Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Merci. Alors, le passage à la nomenclature budgétaire M57 implique que la ville mette en place un règlement budgétaire et financier qui formalise et précise les principales règles d'exécution budgétaire ainsi que les règles financières qui encadrent la gestion de la collectivité. C'est ainsi qu'on vous a proposé un règlement budgétaire, qui en réalité est la façon dont se passent les choses à Choisy-le-Roi.

**M. le Maire** : Merci. Des observations ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.*

→ **15. Approbation de la convention constitutive du groupement de commandes entre la commune et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Choisy-le-Roi pour la fourniture de repas en liaison froide et goûters pour les services scolaires et périscolaires pour le personnel municipal et pour le Centre Communal d'Action Sociale**

**M. le Maire** : Le point n°15, la parole est toujours à Madame Francisot.

**Mme Francisot** : Merci, Monsieur le Maire. Je pense qu'après cela, j'en aurai fini. Tout simplement, effectivement, comme nous quittons le SIRESCO, il faut constituer une commande autant pour le périscolaire que pour le CCAS, pour qu'on fournisse aux enfants les repas, les goûters, etc., en attendant quelque chose d'autre. C'est pour cela que nous proposons de grouper une commande avec le CCAS pour cela.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.*

**DGST**

→ **16. Approbation de l'avenant n°12 pour l'exploitation du « Choisy bus » avec la RATP**

**M. le Maire** : Le point n°16, je donne la parole à Monsieur Kristian Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci Monsieur le Maire, mes chers collègues, Choisyennes, Choisyens qui nous écoutent. La ligne de bus 582, plus connue sous le nom de Choisy bus, vous le savez, est amenée à être questionnée et à évoluer dans les années à venir. À ce titre, nous avons entamé des discussions avec Île-de-France Mobilités et la RATP qui se poursuivent actuellement, et comme nous ne les avons pas achevées, nous vous proposons de renouveler une fois encore cet avenant à la convention qui nous permet de prolonger la durée de vie du Choisy bus, tout simplement. L'intérêt est de maintenir le service public rendu à nos Choisyens, à nos habitants, à nos administrés.

Je tiens à spécifier au cours de cette présentation que le cœur de nos échanges avec Île-de-France Mobilité et la RATP, c'est la desserte du quartier de la Prairie. C'est un élément fondamental sur lequel nous ne transigeons pas, sur lequel nous obtiendrons des résultats. D'ailleurs, les discussions qu'on a eues dernièrement, en présence de Monsieur le Maire notamment, ont été vraiment de bonne qualité, donc j'ai bon espoir que ce 12e avenant soit, si ce n'est le dernier, probablement l'un des derniers. Il faut savoir de toute façon, dans la convention-cadre définie depuis 1990 avec la RATP, on ne pourra pas renouveler au-delà de décembre 2024. Je vous demande donc effectivement de soutenir cette délibération ce soir. Merci à vous.

**M. le Maire** : Y a-t-il des questions ? Madame Juhel.

**Mme Juhel** : On a bien compris qu'il n'y avait pas de renouvellement possible au-delà de décembre 2024, mais vous envisagez quoi au-delà ? Est-ce que, s'il n'y a pas de convention, il n'y a plus de Choisy bus et il n'y a plus de desserte de la Prairie ? Ou est-ce que vous imaginez un minibus Choisyen qui desserve la Prairie ? C'est quoi les perspectives au-delà de la convention ?

**M. le Maire** : Je vais donner la parole à Monsieur Kristian Bolle. C'est bien pour cela qu'on signe un avenant, parce que tout cela est sur la table et c'est en réflexion, mais il est hors de question qu'il n'y ait plus de desserte à la Prairie. Le but est d'améliorer la desserte de la prairie avec la RATP, Choisy bus ou un autre moyen. Donc Monsieur Bolle, qui travaille ardemment sur la question, peut en dire plus.

**M. Bolle-Dalliah** : Sans doute, Madame Juhel, je me suis mal exprimé. Pourtant, il me semblait avoir été clair quand je disais que c'est le point fondamental, le cœur de nos discussions. C'est l'avenir du Choisy bus, ce n'est pas l'interruption et la fin d'existence du Choisy bus, mais au contraire l'améliorer et le rendre plus efficient, efficace, et notamment faire en sorte que le quartier de la Prairie, qui n'est aujourd'hui pas desservi, mis à part par le Choisy bus, qui, je le rappelle, fait une boucle de plus d'une heure sur l'ensemble de la ville, c'est-à-dire avec une fréquence qui ne peut pas correspondre à un véritable service de transport en commun régulier tel que peuvent l'attendre les habitants de ce quartier et des autres quartiers de la ville, donc oui, c'est le cœur fondamental de nos discussions avec la RATP. Les perspectives sont de pouvoir effectivement offrir demain un service plus régulier, peut-être une mise en place de petites navettes qu'on a vues dans d'autres collectivités autour de nous. On pense également à des véhicules électriques. On est sur une perspective d'avenir, donc encore une fois, ce n'est pas une interruption du jour au lendemain, nous maintenons ce service aujourd'hui parce que c'est le sens du service public aujourd'hui. Il doit continuer, mais effectivement, il évoluera vers une vision plus positive et plus moderne.

**Mme Juhel** : Excusez-moi, je n'ai toujours pas compris. J'ai compris qu'en 2024, il n'y avait plus de convention possible avec la RATP. Donc s'il n'y a plus de convention possible avec la RATP, cela veut dire que ça devient local. Peut-être que j'ai mal compris, mais les Choisyens n'ont pas compris non plus. Le but, c'est qu'ils comprennent ce qui risque d'arriver après 2024.

**M. le Maire** : Cet avenant qui est prorogé de 6 mois, c'est renouvelable deux fois six mois. Nous discutons avec la RATP, c'est un accord avec eux, donc il y aura une convention avec la RATP ou pas, ou quelqu'un d'autre. D'ailleurs, nous nous battons avec la RATP pour qu'ils réactivent l'arrêt du 183, non du 185... Du 103, je me mélange, qui desservait la Prairie, car il y avait l'arrêt.

**M. Bolle-Dalliah** : Vous confondez deux lignes de bus, la ligne 185, c'est sur l'arrêt de la Prairie qui existait.

**M. le Maire** : Voilà, c'est ce que je viens de dire.

**M. Bolle-Dalliah** : Vous avez également parlé d'un autre arrêt.

**M. le Maire** : Je parle de celui-là, par exemple, c'est une des discussions avec la RATP, car personne ne comprend qu'ils l'aient arrêté. Dans ces échanges, nous leur demandons de poursuivre, puisqu'ils doivent faire un terminus sur le quartier du Port qui ne nous convenait pas, alors que nous avons travaillé à leur demande. Avec la Sadev, nous avons travaillé sur un terminus qui devait être le long de l'imprimerie qui ne posait aucun danger. Eux, ils

veulent un terminus face à la gare, là où il y a un arrêt, où l'on estime que c'est dangereux. Par exemple, nous leur avons dit : « Si vous voulez qu'on donne notre accord sur ce terminus avec des aménagements de sécurité, il faut poursuivre vers la Prairie et réactiver l'arrêt qui existait avant ». Il est existant, cet arrêt. Il suffit qu'ils décident d'y envoyer de nouveau les bus, ce qui ferait des rotations qui tripleraient pour le quartier de la Prairie, et le Choisy bus n'aurait plus besoin d'y passer. Mais les habitants y trouvent leur compte, c'est dans la balance. Cela fait partie de ces discussions.

**M. Bolle-Dalliah** : Pour conclure, Madame Juhel, pour être clair, le service existe, il y a un service de transport en commun aujourd'hui rendu. En 2024, au-delà de décembre, fin 2024 et début 2025, il y aura de nouveau un service rendu sur la forme d'une autre convention, sous la forme d'un autre partenariat, mais le service continuera. Dans une autre forme, certes, il pourrait être plus efficace, mais il n'y aura pas un arrêt du jour au lendemain du transport public rendu aux habitants.

**M. le Maire** : Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume** : Les explications sont assez claires et la délibération l'explique bien. Je crois que c'est un problème, une phrase dans la notice qui laisse comprendre un peu les difficultés que vient d'évoquer Madame Juhel. Comme la notice, elle est là pour expliquer, mais elle explique un peu mal, on s'en tient uniquement à la délibération et tout ira bien.

**M. le Maire** : OK. C'est pour cela qu'il peut y avoir débat et approfondissement par rapport à la notice qui peut être que succincte. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'on travaille à l'amélioration de la desserte du quartier de la Prairie qui est un lieu serpent de mer, qui a une demande. Je pense que nous allons y parvenir sous une forme ou une autre. Notre but, c'est celui-là.

Y a-t-il d'autres observations ? Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Très bien. C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.*

## → 17. Adhésion à Plantes et Cité

**M. le Maire** : Le point suivant, je donne la parole à Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues, il s'agit tout simplement d'adhérer à l'association Plantes et Cité pour l'année 2022. L'association Plantes et Cité est un espace d'échange et de partage d'expertises concernant les enjeux de la biodiversité. L'idée, c'est tout simplement que nos services en la matière puissent bénéficier de cette expertise partagée. C'est pourquoi je vous invite à adhérer à cette association dont, je le rappelle, l'adhésion est d'un montant de 825 euros.

**M. le Maire** : Merci. Y a-t-il des observations ? Des questions ? Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.*

## → 18. Avis du Conseil municipal sur la demande environnementale sur l'enquête publique et environnementale, projet de transport en site propre du T-Zen 5

**M. le Maire** : Le point n°18. C'est plutôt « avis sur l'enquête publique ». Monsieur Kristian Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Merci de nouveau, Monsieur le Maire. Effectivement, une délibération purement technique tout à fait obligatoire. Le T-Zen 5, comme vous le savez, est un nouveau transport en commun et un projet évidemment d'intérêt collectif, sur lequel nous sommes tous favorables. Il doit passer par une enquête publique, notamment sur son aspect environnemental. On doit délibérer favorablement, et a priori, je pense que l'ensemble d'entre nous, on y sera. Je voulais juste profiter de cette délibération pour rappeler qu'on ne va pas reproduire les erreurs du passé, et un certain nombre de vigilances, notamment sur les aspects environnementaux, qu'on a pu avoir avec le T9. En décembre dernier, nous avons voté une subvention exceptionnelle de la part d'Île-de-France Mobilités, parce qu'on avait dû se battre pour qu'ils nous dédouanent du nombre d'arbres qui n'avaient pas été plantés sur l'itinéraire du T9. Cette fois-ci, croyez-moi, on sera particulièrement vigilants et exigeants à faire en sorte que le nombre d'arbres qui devront tomber le long de cet itinéraire ou être déplacés soit remplacé, voire multiplié. C'est quelque chose sur laquelle on ne transigera pas, là non plus. Pour mémoire, le T-Zen 5 va relier Paris XIIIe à Choisy-le-Roi Terminus au niveau de l'avenue du Lugo en empruntant les quais de Seine le long d'Ivry et de Vitry. Merci.

**M. le Maire** : Y a-t-il des observations ? Des questions ? Monsieur Hacène Habi.

**M. Habi** : Merci, Monsieur le Maire. Chers collègues. Je voudrais profiter effectivement de ce sujet de l'implantation du T-Zen et effectivement du budget que nous avons voté, il y a de cela quelque temps, pour l'implantation des arbres pour vous alerter, mes chers collègues, sur la nécessité, avant de planter des arbres, de rénover notre voirie. Je m'explique. Nous avons eu plusieurs épisodes pluvieux, et beaucoup d'habitants notamment dans les Gondoles, Gondoles Nord, Gondoles Sud, ont eu leur cave inondée. On en trouve également sur Choisy Sud. Ce que je souhaiterais qu'on évite, c'est de planter des arbres pour les déraciner 3 ans plus tard parce qu'on est obligé de refaire la voirie et l'assainissement. Lorsque le T9 a été installé, cette évacuation d'eau de pluie n'a pas été pensée, et on constate aujourd'hui malheureusement, notamment au niveau du carrefour Rouget-de-Lisle, un nombre d'eaux assez conséquentes qui gêne la circulation et les habitants. Si je peux me permettre, je souhaiterais qu'on tienne compte de ce point-là avant d'importer des arbres qui sont évidemment une nécessité, on le voit bien avec notre calcul, mais il y a d'abord ce travail souterrain d'évacuation d'eau. La compétence ne dépend pas de nous, elle dépend de l'EPT, mais elle doit se faire en partenariat. C'est tout, je vous remercie.

**M. le Maire** : Très bien, Monsieur Habi. Je ne vous surprendrais pas, nos services sont déjà à l'étude là-dessus comme l'étaient les précédents services. Effectivement, l'assainissement, ce n'est pas la commune, c'est le territoire, malheureusement. Donc j'espère que cette compétence nous reviendra, puisqu'en principe, les territoires qui dépendent de la loi NOTRe, qui est obsolète depuis trois ans, on pourrait presque dire qu'ils fonctionnent d'une manière irrégulière. Nous attendons donc à ce stade ce qu'il va se passer pour nos territoires si Monsieur Macron ne botte pas encore en touche comme il l'a fait pendant 5 ans, puisqu'il aurait déjà dû statuer sur l'avenir des territoires sur le précédent mandat.

De plus, les précipitations de pluie importantes qu'il y a, malgré des rues où l'assainissement et les trottoirs ont été refaits, lorsque vous avez une quantité d'eau où il tombe en 5 minutes l'équivalent de 3 ou 4 mois, on a beau refaire tous les assainissements du monde, avec les plus grosses canalisations qu'il faut, puisque des habitants pensent qu'il s'agit de cela, malheureusement, nous n'échapperons pas à l'inondation. J'ai été personnellement victime de cela, pourtant, je suis le long du tramway où toutes les canalisations et l'assainissement ont été refaits à neuf, ce qui doit nous alerter sur la conduite de la gestion de notre ville sur le développement durable, sur la pleine terre et alerter nos gouvernants sur effectivement le devenir de notre planète. Ce n'est rien d'autre que le dérèglement climatique dramatique que

vit notre planète. Donc j'espère que tout ce que nous ferons dans ce sens pour éviter ce dérèglement et aller vers un développement durable et ne pas offenser la nature, mais l'accompagner, j'espère que tout ce qui sera proposé dans ce Conseil sera voté à l'unanimité, ce qui, je pense, sera très utile pour que les Choisyennes et les Choisyens évitent d'être inondés comme ils le sont dans toutes les villes, malheureusement. Nous avons bien sûr un regard attentif sur la voirie, notamment l'assainissement, puisque le territoire a du retard. La rue d'Alsace-Lorraine vient d'être refaite alors que les budgets avaient été votés il y a deux ans. Deux ans, l'ordre de commande était parti, les budgets, tout était fait et il a fallu attendre deux ans pour que la rue soit refaite, donc j'espère que nous récupérerons ces compétences. Merci.

Oui, Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** Une explication de vote sur cette démarche, même s'il s'agit de quelque chose d'ordinaire, puisque c'est une prolongation de six mois de la durée d'une convention concernant le projet du site propre du TZEN 5 mais permettez-moi de dire deux ou trois choses. C'est un projet hyper intéressant, vous savez que Choisy-le-Roi est un pôle intermodal important et fort, et l'originalité de ce T-Zen 5, vous le savez, cela va être un bus à double soufflet qui permettra d'être en parallèle du T9 et qui aidera évidemment aux transports en commun en Île-de-France, sachant déjà que ce transport est fortement plein déjà et fortement occupé.

Simplement deux choses. Je trouve que c'est important de signaler pour les Choisyennes et les Choisyens que le centre de remisage de ce fameux T-Zen 5 sera aussi sur la commune de Choisy-le-Roi, d'ailleurs, les travaux de terrassement ont commencé. Et l'autre aspect, Monsieur le Maire, je crois qu'il faut faire en sorte que l'arrivée de ce T-Zen 5 soit aussi un déclencheur de changement de l'attitude, dans le cadre de l'OIN, de l'EPA Orsa. Ce n'est pas à vous que je le dis, mais à tout le monde. Je pense qu'aujourd'hui, l'aménageur qu'est l'EPA Orsa sur le territoire de l'OIN du quartier du Lugo doit prendre la mesure de ce que représente ce quartier pour l'avenir de notre ville. Je sais qu'il y a eu d'autres priorités dans d'autres communes, on n'est pas là pour critiquer les choix qui ont été faits par d'autres communes, mais elles sont passées largement avant nous du fait de certaines visites ministérielles, présidentielles, à la suite des événements. Et nous, nous en sommes toujours à des études. Je sais qu'il y a un nouveau programme qui a été porté, je souhaite qu'un jour, on voie l'ombre d'un projet porté par l'EPA Orsa dans ce quartier. Je compte énormément sur l'arrivée du T-Zen 5 parce que cela peut être un déclencheur de changement dans ce secteur urbanisé.

**M. le Maire :** Monsieur Didier Guillaume, je ne peux que vous rejoindre. Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai rencontré le préfet. La première chose qu'il m'a dite, c'est qu'il fallait recapitaliser l'EPA Orsa, ce que toutes les communes ont fait. L'État a mis 10 millions, les communes 10 millions, puisque c'est le seul organisme qui assurait au maire une autonomie et le respect de leur choix. Si j'avais su tout ce qui m'attendait par la suite, je n'aurais certainement pas recapitalisé et j'aurais pris des décisions sur le Lugo en dehors de l'EPA Orsa, parce que la surprise que l'on nous fait, après avoir travaillé pendant pratiquement deux ans avec eux, ils mettent deux ans pour nous annoncer que finalement, ils ne sont pas propriétaires de l'ensemble de l'emprise foncière. C'est gentil de nous annoncer cela au bout de deux ans, mais je suppose qu'ils ne l'étaient pas déjà lorsque vous étiez maire.

Franchement, pour être un peu trivial, l'EPA Orsa, cela pédale beaucoup dans la choucroute. J'ai eu affaire à trois directeurs différents depuis que je suis là. D'ailleurs, nous allons les convoquer. Effectivement, j'aimerais bien qu'ils se réveillent un peu et que ces dossiers avancent. Il y a aussi une école qui est en jeu, c'est indispensable de construire une nouvelle école pour soulager Cachin. Le programme de l'EPA Orsa, il contribue à hauteur de près de



3 millions d'euros. C'est plus qu'indispensable que cela démarre. Je suis très inquiet, effectivement, là-dessus. Donc nous allons les rencontrer, je sais qu'ils avaient écrit une lettre pas très agréable sur les propriétaires de 9 pavillons qui ne voulaient pas vendre, etc. J'ai rencontré ces propriétaires, ils m'ont dit : « Comment voulez-vous qu'on donne une réponse, puisqu'on n'a pas eu de somme proposée ? » Nous avons eu une réunion avec l'EPA Orsa il y a de cela trois mois en les pressant de faire une proposition à ces propriétaires qui sont des petits propriétaires. Ce sont des gens qui ont économisé toute leur vie pour posséder une petite maison, c'est voie de l'Épinette, ce n'est pas les villas du lac d'Annecy ou je ne sais où. C'est très beau, le lac d'Annecy, je n'ai rien contre eux. Je leur ai dit qu'il fallait leur donner une indemnisation et que je veillerais à ce qu'elle soit digne pour qu'ils puissent se reloger. La ville est domaine, bien sûr, elle va tenir compte de l'environnement qui s'est dégradé depuis 15 ans. J'espère qu'ils n'ont pas misé là-dessus pour donner une somme ridicule, mais à ce jour, trois mois après, ils n'ont toujours pas reçu d'offres. C'est quand même incroyable. On va reprendre notre bâton de pèlerin et l'on va se battre. D'ailleurs, nous leur avons demandé une rencontre très rapide, on vous tiendra au courant de la suite de cette situation. Cela devient effectivement pénible. Opération d'intérêt national. Merci.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité.*

## PETITE ENFANCE

### → 24. Approbation du nouveau règlement de fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant

**M. le Maire :** Ce que je vous propose, si vous n'êtes pas contre, c'est d'avancer les points 24, 25 et 26, puisqu'ils doivent être présentés par Madame Lanternier qui doit s'absenter, c'est un cas de force majeure un peu urgent. Donc je vous propose d'avancer ces points pour qu'elle puisse nous les présenter, et l'on reviendra dans l'ordre plus tard, si vous n'y voyez pas d'inconvénient. On va passer aux points petite enfance, points 24, 25 et 26.

Le point 24, donc Madame Lanternier, vous avez la parole.

**Mme Lanternier :** Je vous remercie, Monsieur le Maire. Bonjour à tous. Il s'agit de l'approbation du nouveau règlement de fonctionnement. Il a été rédigé afin de se mettre en conformité avec la nouvelle réglementation pour faire suite aux décrets et aux arrêtés d'août et septembre 2021. Il permet d'encadrer et de définir tout simplement le fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant de la commune. Afin d'établir ce nouveau règlement, une réflexion a été menée pour améliorer le service rendu aux parents en tenant compte de l'évolution de leurs besoins, et pour optimiser les taux d'occupation des structures d'accueil du jeune enfant. Je cite ci-après les changements qui sont à mes yeux les plus significatifs et qui ont été effectués dans ce règlement de fonctionnement :

*« Dorénavant, l'accueil en surnombre est fixé à 15 % », donc que c'était dans la nouvelle réglementation, la nouvelle limite fixée.*

*« Afin de correspondre davantage aux besoins des familles, de sécuriser l'accueil effectif de l'enfant et de faciliter les journées de travail des professionnels, tous nos établissements d'accueil du jeune enfant proposeront désormais des accueils en journée complète. Tous nos multi accueils, à l'exception de la crèche Eiffel, changent de taux d'encadrement et passeront désormais à un adulte pour 6 enfants. Le rôle de chaque professionnel est à présent énoncé par métier très clairement. Le médecin, conformément au nouveau décret,*

*devient référent santé et accueil inclusif, mais cela ne change en rien son rôle et ses missions. Les modalités d'admission sont complétées d'autres documents relatifs à la délivrance de médicaments, à l'attestation responsabilité civile de l'enfant qui n'était jusqu'à maintenant pas demandée aux parents, et à l'autorisation de transmission des données via le dispositif Filoué. » On en avait parlé lors d'un Conseil en fin d'année dernière, je crois.*

*« La période d'adaptation sera facturée dès que l'enfant sera sous la responsabilité unique des professionnels, le contrat d'accueil est établi sur une année civile et non sur une année scolaire afin de permettre la révision du taux horaire, conformément aux directives de la CAF avec une reconduction possible dès lors qu'il n'y aura pas d'impayés et que les familles respecteront le règlement de fonctionnement.*

*Le pointage aura lieu le matin avant les transmissions et le soir quand le parent arrive également. Les parents seront facturés au réel en fonction du calendrier, et non sur une moyenne fixée sur l'année en mensualisation. Il n'y a plus de jours de congé limités », ils étaient avant limités à 30, « à condition que les délais de prise de congés soient respectés, que les familles en fassent la demande suffisamment tôt. Cela permettra plus d'accueil occasionnel pour les familles qui sont dans la demande et une meilleure gestion des congés payés du personnel. L'autorité parentale et la condition de remise de l'enfant ont également été ajoutées à ce règlement de fonctionnement. Des motifs de radiation et d'exclusion ont été ajoutés parmi lesquels le non-respect du contrat du règlement de fonctionnement, le non-paiement des factures, la non-fréquentation sans délai de prévenance de l'enfant, et entre autres, pour le citer en exemple, la violence physique ou verbale au sein de la crèche envers les professionnels, envers d'autres parents.*

*Le volet sur la sécurité au sein de l'établissement a été approfondi, notamment sur le thème de la vigilance et de l'intrusion. Un complément d'information tel que le calendrier vaccinal a été ajouté. Des informations sur le sommeil, sur l'alimentation chez les tout petits ainsi que des activités ont également été ajoutées à ce règlement de fonctionnement. Enfin, une conclusion à visée pédagogique a été rédigée à la toute fin de ce règlement afin de rappeler l'intérêt de tous à le respecter. »*

Il s'agit donc ici d'approuver l'application de ce nouveau règlement de fonctionnement, tout simplement.

**M. le Maire :** Merci, Madame Lanternier. Y a-t-il des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.*

## **→ 25. Délégation de Service Public Petite Enfance multi accueil Tony Lainé - Rapport annuel 2021**

**M. le Maire :** Le point 25, Madame Lanternier.

**Mme Lanternier :** Merci, Monsieur le Maire. Le multi accueil Tony Lainé est situé aux Gondoles Nord et dispose de 60 berceaux dont 45 sont réservés par la ville. Il est ouvert aux familles de 7h30 à 19h00.

Le taux d'occupation était de seulement 51 % en 2021 à la suite des fermetures et aux contraintes horaires liées à la crise sanitaire. Au total, 111 enfants ont été accueillis en 2021, dont un en accueil occasionnel. Le coût total pour la ville concernant la réservation de berceaux est de 137 150 euros, et la subvention contrat enfance jeunesse obtenue en 2021 au titre de l'année 2020 est de 108 081 euros, ce qui laisse un reste à charge pour la ville beaucoup moins conséquent.

Concernant les familles, les ressources moyennes des familles s'élevaient à 3338 euros par mois, 15 % des familles dans ce rapport ont des revenus inférieurs au SMIC, et 13 % sont des familles monoparentales. Seules 16 familles sont en situation d'impayés pour un montant total de 4759 euros. L'accueil des familles a été rythmé de diverses fêtes, fêtes de fin d'année, fête d'hiver, de Pâques, fête de la Musique, ainsi que d'ateliers parents/enfants. Les parents peuvent également lire une newsletter régulièrement. Deux enquêtes ont été menées et montrent un taux de satisfaction élevé avec une moyenne globale de 8,86/10.

Entre l'éveil musical et l'éveil à la nature à travers un vivarium et deux tortues pour les enfants, un bac à compost et l'utilisation de couches lavables pour les professionnels, diverses activités pédagogiques sont mises en place, ateliers pâtisserie, découverte de langues étrangères, ateliers en tout genre. Les professionnels ont également suivi diverses formations tout au long de l'année. Voilà pour ainsi dire les plus gros points à aborder dans ce rapport annuel 2021. Il s'agit donc ici de prendre acte de ce rapport d'activité concernant la délégation de service public de petite enfance pour le multi accueil Tony Lainé sur Choisy-le-Roi aux Gondoles Nord.

**M. le Maire :** Merci, Madame Lanternier, donc il s'agit d'un dont acte. Néanmoins, y a-t-il des observations ou des questions sur ce rapport ? Je n'en vois pas, donc nous allons passer au point suivant. Merci.

*La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 26. Demande de subvention auprès de la Caisse d'Allocations familiales pour la création d'un pôle petite enfance ZAC Briand Pelloutier**

**M. le Maire :** C'est toujours Madame Lanternier qui nous présente ce point.

**Mme Lanternier :** Merci, Monsieur le Maire. Donc dans le cadre du NPRU, la ville de Choisy-le-Roi a la volonté d'implanter un pôle petite enfance dans la partie sud de la ZAC Briand Pelloutier et comprendra un relais petite enfance, enseignement appelé RAM, relais assistante maternelle. Il sera donc dans le quartier sud de Choisy-le-Roi, et il y aura également un établissement d'accueil pour les jeunes enfants, un multi accueil à temps régulier et occasionnel, avec une capacité de 60 berceaux. L'idée, c'est que la Caisse nationale d'allocations familiales a prolongé sur l'année 2022 le plan rebond pour accompagner les villes dans la création de nouvelles places d'accueil avec un financement qui peut atteindre, en tout cas pour l'année 2022, jusqu'à 24 000 euros par place.

Dans le délibéré, on demande d'approuver la création d'un pôle petite enfance comprenant ce multi accueil de 60 places et un relais de petite enfance. On demande également d'approuver le fait que l'on sollicite une subvention en investissement la plus élevée possible, sans définir de montant exact, puisqu'on ne sait pas exactement encore combien on pourra toucher pour aider à cette création d'établissements, mais le but est d'avoir la plus grande des subventions possibles et d'autoriser le maire à signer tous les documents afférents à cette subvention.

**M. le Maire :** Merci, Madame Lanternier. Y a-t-il des questions ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°26 est adoptée à l'unanimité.*

## URBANISME

### → 19. Avis de la commune de Choisy-le-Roi sur le SCOT métropolitain

**M. le Maire** : Nous reprenons la suite normale du Conseil, nous passons au Scot métropolitain. Il faudra donc le voter. Monsieur Ali Id Elouali va nous présenter cette résolution.

**M. Id Elouali** : Monsieur le Maire, chers collègues. Il s'agit tout simplement, enfin, « tout simplement », il s'agit d'un document quand même assez complexe et assez structurant, il s'agit du SCOT-M pour « schéma de cohérence territoriale métropolitain » qui, lui, et c'est important de l'avoir en tête, s'impose au PLUI, soit le plan local d'urbanisme intercommunal, et qui lui-même impacte du coup notre PLU.

Le SCOT-M comporte 136 axes ou prescriptions qui s'imposeront donc, comme je viens de le dire, aux différents documents d'urbanisme qui concernent et touchent directement notre ville, le PLUI en premier lieu. Très rapidement, la lecture ou l'analyse de ce document, encore une fois assez dense et conséquent, présente de notre point de vue des prescriptions qu'on qualifierait plutôt de positives pour notre commune, des prescriptions qui vont dans le sens de ce qu'on est en train d'élaborer pour le PLU, notamment sur la protection et la valorisation des sols naturels. Pour information, la métropole exige comme nous à Choisy-le-Roi qu'il y ait 30 % de pleine terre dans les schémas de cohérence territoriale, ce qui est une bonne chose. Ce qui est aussi une bonne chose, c'est l'orientation, ou les orientations qui vont vers la protection du patrimoine et incitative à la création d'une charte promoteur. Je rappelle qu'on aura l'occasion ici, à la rentrée, je l'espère, un peu plus tard, plutôt au mois d'avril, on aura le plaisir de vous présenter une charte promoteur de la construction. Après, il y a une famille de prescriptions sur lesquelles on continue à s'interroger.

Pour revenir quand même à l'objet de la délibération, l'avis du Conseil municipal qui vous est proposé ce soir, c'est de donner un avis favorable avec quand même trois réserves qui me semblent importantes et que l'on partage par ailleurs avec le territoire.

La levée des réserves suivantes, en prenant en compte bien sur les orientations fortes pour la Seine, parce qu'on estime que sur la prise en compte de ce trésor de biodiversité qui est extrêmement structurant pour le territoire métropolitain, et notamment pour notre ville, les prescriptions ne sont pas assez offensives. La préservation de la qualité architecturale et paysagère des quartiers pavillonnaires, et c'est quand même assez important concernant notamment notre ville, concernant le tissu pavillonnaire de notre ville qui nécessite une protection, ce qui est dans le schéma n'est pas assez protecteur, n'est pas assez fort de ce point de vue. Enfin, cela rejoint quand même la deuxième réserve, c'est la nécessité de ne pas imposer d'une manière systématique dans les zones d'activité la mixité des fonctions dès lors que la desserte de transports en commun est renforcée. Je rappelle que les pouvoirs publics estiment que dès lors qu'il y a des équipements de transport, ils seront en droit d'imposer des logements, d'imposer des habitations au motif qu'il y a des transports en commun à proximité. Bien sûr, si cette considération rejoint l'idée et milite contre l'étalement urbain, qui est aussi un enjeu d'aménagement écologique du territoire, en revanche, ce qui est problématique, c'est son caractère un peu systématique. Imaginez un instant que demain ou après-demain, on ait des équipements de transport à côté justement d'une zone pavillonnaire. Est-ce qu'on doit systématiquement accueillir des logements ou une surdensification sur ces quartiers pavillonnaires ? Voilà les trois réserves dont on souhaite faire part à la métropole pour une prise en compte de cet avis. Il n'en demeure pas moins que la délibération propose un avis favorable.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Id Elouali. Y a-t-il des questions ? Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume** : Monsieur le Maire, chers collègues. Ce sera plus une intervention complète que des questions. Voilà un joli sujet.

Un peu d'histoire. Le 1er janvier 2016 a vu le jour à la métropole du Grand Paris prévue par la loi de 2014, vous l'avez évoqué tout à l'heure, Monsieur le Maire, la loi MAPTAM, pour modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. C'est le terme exact de la loi MAPTAM, et je vous rappelle que l'objectif affirmé de la métropole est, je cite : *« d'améliorer le cadre de vie des habitants, de réduire les inégalités entre territoires », je le redis, de réduire les inégalités entre les territoires, « de développer un modèle urbain, social d'économie durable, et de renforcer son attractivité et sa compétitivité »*. La petite parenthèse sur ces deux derniers mots, c'est que la métropole, c'est aussi 25 % du produit intérieur brut national.

À cela s'ajoute une autre loi, la loi NOTRe d'août 2015 avec une double mise en place. La métropole en EPCI à fiscalité propre, c'est-à-dire qu'elle pouvait lever l'impôt, et les territoires sous forme d'établissements publics territoriaux, ce qui fait que la métropole du Grand Paris aujourd'hui est composée de la Ville de Paris et de 11 territoires, des territoires qui devaient faire au minimum 300 000 habitants. Aujourd'hui, la métropole du Grand Paris, c'est 7 millions d'habitants, soit plus de la moitié des habitants de la région d'Île-de-France. Il est important de préciser que les territoires ont des compétences propres, et il faut le redire, au regard d'ailleurs de ce qui est mentionné dans le Scot. Parmi ces compétences propres, il y a le plan climat énergie et le plan local d'urbanisme. C'est une compétence propre des territoires. Je dis bien compétence propre, pas compétence partagée. Dans les compétences partagées, de fait, il y a l'aménagement. Vous voyez un petit peu la mécanique, ce détour indispensable, je crois, pour bien comprendre, je vais revenir au Scot.

Là, nous sommes au cœur du fameux millefeuille territorial qui nous a été imposé, et je le répète, je le dis là et je pense que mes collègues maires aujourd'hui pensent la même chose, 95 % des maires étaient défavorables. Donc en fin de compte, on arrive sur une réflexion sur le schéma de cohérence territoriale métropolitain, dit Scot, qui a été prescrit dès 2017. C'est un document de fait stratégique qui est censé organiser le développement urbain à l'échelle des 131 communes, car c'est un chiffre que je ne vous avais pas encore dit, pour qu'on imagine bien ce que c'est, 131 communes et 12 territoires. Elle doit être stratégique et prospective, mais pour nous, ce Scot devrait surtout prendre en compte la diversité, les spécificités historiques, sociales, culturelles, industrielles. Il doit transpirer une identité locale portée à l'échelle territoriale. Dans notre histoire ici à Choisy-le-Roi, sur cette vallée de la Seine, notre histoire, elle est singulière. Elle n'est pas à effacer au milieu des 814 km<sup>2</sup> de la métropole et de ses 7 millions d'habitants. Nous sommes différents de Longjumeau, nous ne sommes pas Dionysiens... C'était fait exprès, Longjumeau, vous avez bien compris l'allusion. Je me fais un peu plaisir. Notre réalité n'est pas celle d'Argenteuil non plus. Ici, ce n'est pas Versailles. La réalité de vie dans son évolution est inhérente à la typologie des territoires, mais aussi à l'implantation des populations. Notre ville, nous la connaissons tous. Elle a plusieurs spécificités. Elle est partagée en 4 par le fleuve d'est en ouest, et par l'avenue Jean Jaurès et Victor Hugo du nord au sud. L'identité de cette réalité se transmet d'ailleurs de génération en génération par notre activité langagière. Qui autour de cette table n'a pas entendu : « Je suis des gondoles », « des Gondoles Nord », « des Gondoles Sud », « Je vais traverser le pont, et je vais à Choisy », « J'habite Choisy nord et je vais à la poste du centre », « Je suis des Navigateurs, j'habite dans Choisy sud », « j'habite les tours du centre Jaurès, Barbusse », « Je suis du quartier pavillonnaire du Parc », etc. ? Cette ville, elle respire de cette réalité.

Alors, oui, de fait, dans le Scot, il manque cette réalité locale d'enracinement. Quid de la réalité de la Seine ? Cela vient d'être évoqué par votre Premier adjoint, de sa force pour développer le tourisme, les sports et les jeux nautiques, de sa fougue lorsqu'elle sort de son lit et des possibilités de la traverser ? On n'en parle pas, de la traversée de Seine, de son rôle dans la biodiversité et de son rôle en capacité de transport fluvial pouvant limiter les transports routiers. De même, quelles perspectives de développement économique lorsqu'on impose la mixité des fonctions ? Demandons, affirmons la nécessité de zones d'emploi dans notre ville comme dans notre territoire désigné comme territoires d'avenir et d'industrie. Il est indispensable de laisser au PLU le principe d'identifier les zones d'activité. C'est de la responsabilité du PLU, et pas du Scot.

Il existe même dans notre ville des zones hors ABF qui sont des lieux où nous avons un quartier pavillonnaire à préserver. La densification à hauteur des secteurs pavillonnaires ne doit pas être un choix possible. Le PLU doit permettre une souplesse d'évolution des tissus pavillonnaires, agir aussi contre la spéculation foncière des promoteurs et lutter contre la précarité énergétique ou l'habitat dégradé.

Alors, nous partageons les réserves, mais je rappelle que dans le cadre du Scot, le PLU doit être, et c'est là où je ne suis pas tout à fait d'accord avec le rapporteur, le Scot ne s'impose pas. Le Scot doit être en compatibilité, mais non en conformité. La différence, vous allez dire que je joue sur les mots, non, elle est importante. La compatibilité implique le respect de l'esprit du Scot, tandis que si on était dans l'imposition, dans la conformité, ce serait imposé de la transmission, de la retranscription à l'identique de la règle. Ce n'est pas l'esprit du Scot, donc nous avons la possibilité, vous aurez, demain, la possibilité de réaffirmer votre PLU et d'avoir une certaine indépendance. Mais quand on s'aperçoit que deux rencontres ont eu lieu avec les communes depuis le début de l'élaboration, vous vous rappelez l'historique que je vous ai fait, nous ne pouvons qu'être complètement sidérés par la démarche d'écouter la capacité d'adaptation, je vais employer un terme qu'utilisait le général de Gaulle, « par le machin métropolitain ». Notre avis doit être des plus importants, c'est certain, parce que je vous le rappelle aussi, il compte pour un sur 143. Merci de votre attention.

**M. le Maire :** Monsieur Didier Guillaume, je partage certains points de l'analyse, bien sûr, surtout le fait que nous sommes tous prisonniers d'une manière de décisions qui ne nous appartenaient pas. Nous ne voulions pas de cette métropole, pour autant, nous ne voulions pas du territoire. Donc vous exprimez la position du territoire, dont certains l'ont relayée pendant les débats à la métropole auxquels j'étais présent, et certains points, bien sûr, comme les différentes cessions de nos villes, leurs personnalités, cela est évident. Mais je pense que dans le Scot, car vous avez quelques feuilles, mais c'est un pavé de 600 pages, ceux qui veulent le lire, nous le tenons à votre disposition, il y a eu des avancées quand même assez importantes. C'est un travail qui a réuni pendant 5 ans tous les conseillers, tous les partis. Cela n'a pas été simple. Sur la dernière ligne droite, certains maires, par exemple, se sont opposés à la pleine terre, et n'auraient souhaité que 5 % de pleine terre. Le président a été inflexible là-dessus, et les tenants de la pleine terre également. Avec raison, Monsieur Ali Id Elouali l'a signalé, c'est extrêmement important, même si c'est 30 % qui le retiennent, ce n'est pas par opération, mais sur un ensemble, alors que nous, dans notre PLU, 30 % de pleine terre, ce sera imposé pour chaque construction. Il y a une différence, mais c'est quand même une avancée importante.

De plus, vous avez évoqué MAPTAM, NOTRe, etc., il y a bien longtemps, effectivement. À l'origine, je rappelle, puisque nous étions dans l'historique, que le territoire et la naissance de la métropole devaient se substituer au plus tôt, devaient faire disparaître les départements. Or, avant même que je sois conseiller départemental, j'étais toujours favorable, comme vous, et là-dessus, nous étions d'accord, sur le maintien du département. Sur d'ailleurs la première proposition de territoire, nous étions également d'accord sur un territoire qui respectait un

bassin de vie, qui était un bassin de vie commun avec Thiais, Orly, Villeneuve-le-Roi, Ablon. C'était un premier territoire de 300 000 habitants qui nous avaient été proposés où j'étais même agréablement surpris. Vous aviez la majorité à tous les niveaux, c'est quand il y avait la gauche au département, à l'Île-de-France, partout, etc. J'ai été assez surpris que ce bassin de vie, d'ailleurs, nous en avons discuté et j'avais voté pour, il y avait une ville d'écart de différence entre nos différentes pensées philosophiques, politiques.

Malheureusement, certains qui n'étaient pas d'accord, notamment le bassin de Bièvre ont cru bon d'être contre ce territoire qui était plus proche de ce que vous décrivez et de ce que je partage, donc du bassin de vie et des réalités de vie de nos habitants. Ce qu'il s'est passé, c'est que le préfet, vu qu'il n'y a pas eu d'unanimité là-dessus des différentes villes, nous a imposé effectivement ce « machin », le territoire de 700 000 habitants et au-dessus la métropole. Je suis contre les deux. J'estime que la région, les communes et le département, c'est plus que suffisant. Pour ma part, j'ai toujours été militant de la fusion des communes. Je le dis et je le redis, si Thiais, Orly, Choisy-le-Roi, et s'il pouvait s'y ajouter Ablon et Villeneuve-le-Roi pour les fusionner, je suis prêt à laisser ma place de maire, parce que j'estime que la réalité, elle est là. La fusion des communes, et pas ces machins indigestes avec les contraintes financières des allers et retours de sommes, de personnes. Personne n'y comprend rien, enfin, par la force des choses, on est obligé de comprendre, mais il faut bien se casser la tête, CCT, etc., et en plus, il est vrai qu'à l'analyse, ces territoires sont un échec, puisqu'ils devaient nous apporter une plus grande efficacité et une économie. Nous avons vu, depuis qu'ils ont repris la distribution pour le territoire, ce n'est pas que j'en veux plus aux territoires qu'à la métropole, mais il se trouve que c'est eux, comme vous l'avez dit, qui ont des compétences et pas la métropole. Ce qu'il en est advenu du ramassage de nos déchets ménagers, cela nous coûte plus cher et personne n'y comprend rien. Je fais donc des vœux partagés par tous et toutes, je pense qu'on récupère nos compétences, qu'on supprime les territoires, voire la métropole, ce sera d'une grande sagesse.

Cela étant dit, ne sachant pas de quoi l'avenir sera fait, nous ne pouvons pas rester dans l'immobilisme puisque le Scot, et vous l'avez dit, donne une idée, il ne s'impose pas. En principe, il ne s'impose pas, notamment, vous l'avez relevé, Monsieur Id Elouali l'a relevé, c'est extrêmement important sur le PLU de nos villes. Donc le Scot, pour ceux qui nous regardent, donne un certain nombre de lignes directrices sur l'aménagement de nos villes, de notre territoire. Et surtout, des indications pour le PLUI, qui est le plan local d'urbanisme du territoire, qui, lui, en revanche, juridiquement, peut s'imposer à notre PLU. C'est pour cela que nous révisons notre PLU auquel, une fois que ce sera fait, nous ne pourrons plus toucher. Tu as raison, Ali, nous le modifions, comme toutes les villes, parce que plus tard, nous ne pourrons plus y toucher, mais, j'espère qu'il sera respecté, il y a un gentleman agreement entre le territoire et les maires des villes du territoire pour respecter le PLU des villes. J'espère qu'il en sera ainsi.

Donc il faut se prononcer sur le Scot. Voter contre, c'est annihiler 5 ans de travail, et c'est bloquer nos PLU, PLUI, etc. Vu le travail quand même intense qui a été fait durant ces 5 dernières années, vues quand même des avancées notables, même si ce n'est pas parfait, qui ont été faites, je me suis prononcé pour la métropole. D'ailleurs, cela a été voté à la majorité absolue, sauf deux ou trois voix qui se sont abstenues, ce qui veut dire que le travail a été reconnu. Mais, ce que vous dites, je le partage en partie, mais c'est surtout parce qu'il faut avancer que je propose de voter pour. Il faut avancer, en espérant... Et je vais redonner quand même la parole à Monsieur Id Elouali qui suit ce dossier en tant qu'adjoint de l'urbanisme.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. En réponse à Monsieur Guillaume avec qui je partage entièrement les observations, il n'y a pas de problème. Pour autant, à une nuance près, Monsieur Guillaume. J'entends la nécessité de défendre les identités paysagères,

architecturales, topographiques, historiques, culturelles des villes. Ce « machin », comme vous l'avez si bien rebaptisé, il a la force de ses faiblesses et les faiblesses de ses forces. C'est un document qui veut tellement brasser, et vous l'avez dit, plus de 140 villes, que finalement, il y a énormément de prescriptions qui sont de bon sens, généralistes, voire vagues. À vouloir tout mettre dans un seul moule, finalement, il y a quelquefois où l'on se dit qu'il n'y a pas besoin de cogiter pendant 5 ans pour pondre une telle prescription, c'est tellement des généralités de bon sens.

Alors, je dis que cela a la force de ses faiblesses, c'est que sa force, c'est de planifier. Pour ma part, je considère qu'il y a des enjeux qui nécessitent une planification et des strates métropolitaines. L'enjeu par exemple de la pollution en est un. La question de la lutte de la question climatique ne se règle pas à l'échelle d'une ville. Ce n'est pas un PLU qui va régler la pollution, ce n'est pas d'ailleurs un schéma métropolitain, mais pour autant, il y contribue, ou alors, à croire vraiment que le nuage de Tchernobyl s'est vraiment arrêté en France. La pollution ne connaît pas de frontières et nous oblige, justement parce qu'elle ne connaît pas de frontières, à être interdépendants, et donc à faire des documents et des outils de planification interdépendants tels que ce que nous propose le Scot. Donc sur ces questions, par exemple sur les questions de l'enjeu climatique, je pense qu'une planification à l'échelle de la strate de la métropole est la bonne strate. Après, sur d'autres enjeux, peut-être pas. Je termine quand même.

Vous avez cité, et vous faites bien, la nécessité de préserver les identités. Justement, je pense que notre combat doit être à la fin entre le PLU et le PLUI qui est dans une dimension plus de proximité. Je vous remercie de me corriger, de dire que les orientations ne s'imposaient pas, mais demandent un rapport de compatibilité et pas forcément de conformité obligatoire. Cela voudrait dire quoi ? Cela voudrait dire que c'est à nous de faire en sorte d'avoir un PLU extrêmement offensif, extrêmement protecteur, extrêmement porteur de l'identité de notre ville en lien bien sûr avec le PLU. Merci.

**M. le Maire :** Bien. Y a-t-il d'autres observations ? Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** Oui, c'est une explication de vote. Au regard de mon intervention, on pourrait croire qu'on va voter contre la délibération, mais ce n'est pas le sujet. Je préfère le dire. Nous allons évidemment voter pour la délibération au regard de l'article 2 et de ce qui est précisé, même si l'on considère qu'on aurait peut-être pu aller un peu plus loin dans l'écriture, mais nous voterons évidemment cette délibération. Le 143, pourquoi je disais un sur 143, c'est très simple, il y a 131 communes et 12 territoires, donc on est 1 un sur 143 à donner notre avis sur cette démarche du Scot.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Didier Guillaume. Nous pouvons procéder au vote ou y a-t-il encore des observations ? Je n'en vois pas. Donc il y a des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci. Le débat fut intéressant, mais je crois qu'il n'est pas terminé.

*La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.*

## **→ 20. Approbation de l'avenant n°6 au traité de concession d'aménagement de la ZAC des Hautes-Bornes**

**M. le Maire :** Le point suivant, je redonne la parole à Monsieur Ali Id Elouali.

**M. Id Elouali :** Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit tout simplement de proroger la durée de l'avenant qui concerne la ZAC des Hautes-Bornes pour une durée de 3 ans. Cette délibération est nécessaire pour permettre à l'aménageur de réaliser la fin des travaux et des opérations de clôture. C'est une délibération plutôt technique que vraiment de contenu.



**M. le Maire** : Bien, merci. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Nous pouvons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.*

## → 21. Mise en place de la taxe de séjour

**M. le Maire** : C'est toujours avec Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : La taxe de séjour doit être instituée par une délibération votée avant le 1er juillet de l'année pour une application en janvier 2023. Celle-ci sera perçue au réel pour toutes les natures et catégories d'hébergement à titre onéreux proposées sur le territoire. Ce montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés, et cette taxe sera calculée en tenant en compte notamment le nombre de personnes hébergées, le nombre de nuitées passées et le tarif correspondant à la catégorie de l'hébergement. J'ajouterai tout simplement que la délibération est associée et accompagnée avec des mesures de protection, des mesures sociales qui prennent en compte la situation des personnes hébergées.

**M. le Maire** : Il est évident que ce que nous visons, c'est le tourisme. Il y a malheureusement des personnes qui sont hébergées à l'hôtel en attente d'un logement, donc ces gens-là, par rapport aux mesures que nous décrivons, ne seront pas touchées ou très faiblement au départ par la taxe de séjour. C'est une mesure sociale indispensable, bien sûr. Ce n'est pas une taxe qui va rapporter des milliards et autres, mais la plupart des villes autour de nous l'ont adoptée. C'est aussi une façon d'avoir des recettes et de les affecter aux services rendus aux Choisyennes et aux Choisyens. Les touristes, effectivement, qui viennent dans notre ville, profitent bien sûr des agréments de la ville et des installations et autres, donc c'est aussi une manière d'y participer, comme feu la taxe malheureusement qui a été mort-née sur laquelle, à une époque, j'étais favorable. Je trouve toujours assez scandaleux que des poids lourds venant d'autres pays traversent notre pays, défoncent nos routes, et ne contribuent en rien à leur entretien. J'exagère quand même la comparaison, mais le touriste avec ses valises ne va pas détériorer notre ville, mais c'est une façon de contribuer aussi à l'accueil qu'il pourra trouver. Il peut aussi venir à la mairie, à l'office de tourisme.

Y a-t-il des observations ? Madame Sasu.

**Mme Sasu** : Bonsoir, Monsieur le Maire. J'aimerais faire une explication. Bonsoir à toutes. Merci, Monsieur le Maire de me donner la parole. Je prends la parole au nom de Monsieur Bourven Julien dont j'ai le pouvoir ce soir, car il représente la ville dans le cadre de sa délégation au sein de VVL, villages vacances et loisirs. Actuellement, il est en Grèce. C'est donc pour une explication de vote que je prends la parole ce soir. Il souhaite voter contre cette délibération, car par principe, cette taxe l'a toujours dérangé partout où elle a pu être mise en application ces dernières années dans les villes du monde. Il estime que c'est aux hôtels de payer ce genre de taxes en lien avec le foncier plutôt que de s'attaquer une fois de plus au portefeuille du touriste qui a le choix de venir dans notre ville et de la visiter.

À titre personnel, lors des ponts de fin mai et début juin, en Espagne, il a perdu l'équivalent de 21 euros dans cette taxe, soit un bon restaurant qu'un commerçant local n'aura pas eu. Merci pour votre écoute, je vous souhaite à toutes et à tous une excellente soirée. Merci, Monsieur le Maire, de m'avoir donné la parole.

**M. le Maire** : Très bien. Je dirais que cette taxe, c'est pour servir l'intérêt général. Si on récolte 21 euros, on pourra peut-être offrir un repas aux sans-abris, cela sert aussi à ça. Nous sommes attachés à la solidarité et à l'aide sociale. Je redis aux habitants que nous n'augmenterons pas les impôts durant tout notre mandat, quoi qu'il en coûte, quoi qu'il en

advienne. Vous avez cité le général de Gaulle, je cite... C'est un choix, il faut bien trouver des recettes. Pour ma part, je voyage, je n'ai jamais entendu un touriste, et moi-même lorsque je vais à l'hôtel, qui m'a fait part de l'exagération de cette taxe ou qui parle de cette taxe. Chaque avis est respectable, je comprends que des gens puissent être affectés si c'est 21 euros sur un mois, mais encore une fois, nous recherchons des recettes, nous avons près de 60 millions d'euros d'investissement à faire, donc ce sont quelques euros qui vont nous les faire réaliser. En revanche, pour les petites choses simples comme payer, justement, et la ville l'a déjà fait, des chambres d'hôtel à des élèves qui sont en dehors à moins 20 degrés, cette taxe peut être utilisée à cela. C'est ce qu'il faut aussi avoir en tête pour servir l'intérêt général, et après, chacun voit midi à sa porte. Mais effectivement, chaque avis est respectable.

Y a-t-il d'autres observations ? Non. Y a-t-il des votes contre ? Un vote contre. Abstentions ? Non. C'est voté à l'unanimité, merci. À la majorité, que certains aimeraient avoir.

*Rires*

*La délibération n°21 est adoptée à la majorité (1 contre).*

## CULTURE

### → 22. Approbation du règlement intérieur de l'École municipale de danse de gymnastique rythmique et d'arts chorégraphiques

**M. le Maire :** Le point n°22, je donne la parole à Madame Ostermeyer. Merci.

**Mme Ostermeyer :** Merci, Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Je vous propose de voter le règlement intérieur de notre école municipale de danse, de gymnastique rythmique et d'arts chorégraphiques afin d'en assurer le bon fonctionnement. C'est aussi la renaissance d'une école historique choisyenne qui a été créée dans les années 60 et qui offre une chance unique aux enfants de Choisy-le-Roi par une formation pluridisciplinaire accessible à tous et un parcours de réussite en cohérence avec l'école. C'est donc une offre élargie qui complète celle du conservatoire et fait vivre la pratique artistique et sportive au cœur des établissements scolaires de notre ville. Si vous voulez bien, nous allons voter ce règlement intérieur. Merci.

**M. le Maire :** Y a-t-il des observations ? Non. Monsieur Guillaume ? Alors Madame Juhel ?

**Mme Juhel :** Monsieur le Maire, je m'en demande en quoi le règlement intérieur d'une école concerne le Conseil municipal. Pourquoi ne se règlent-ils pas leur règlement intérieur entre eux dans l'école ? C'est juste une interrogation, je n'ai rien contre.

**M. le Maire :** C'est une école municipale.

**Mme Juhel :** Oui...

**M. le Maire :** C'est une école municipale avec un professeur qui est payé par la commune. Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** On connaît bien l'histoire issue du travail remarquable de Madame Popard, et j'emploie le terme « remarquable » pour Madame Popard. Je ne suis pas sûr d'employer le même terme pour Madame Le Jean. Je me permets de le dire, puisque c'est mon dernier Conseil. J'ai été estomaqué quand j'ai lu la notice en voyant « le travail remarquable, culturel, etc. », n'exagérons pas, quand même. C'est un peu supérieur au niveau des centres de loisirs, mais ce n'est quand même pas de la grande culture, et ce n'est surtout pas de la

gymnastique rythmique et sportive. C'était ma petite remarque du soir, mais puisque de fait il faut mettre en place un règlement intérieur, il faut le mettre en place.

**M. le Maire :** Bon. C'est dommage, une si belle soirée... Ce sont quelques petits règlements de comptes qui sont rentrés, puisque Madame Le Jean...

**M. Guillaume :** Ce n'est pas un règlement de compte, Monsieur le Maire, parce qu'on lui a permis de s'exprimer dans toutes les initiatives, etc., même sur la fête du Têt, sur plein d'initiatives. Simplement, ce n'est pas du niveau du conservatoire, de l'école de danse du conservatoire ou de la GRS rythmique et sportive qu'il y a dans une ville voisine qui a des compétiteurs de haut niveau. C'est une petite remarque, mais si par contre le règlement intérieur permet d'améliorer à l'avenir la formation des jeunes gymnastes, et qu'elle puisse intégrer et travailler à avoir cette activité qui les met en valeur, j'en serais très heureux.

**M. le Maire :** Pour les faits, quand même, il y a eu un passé, il y a un renouveau de cette école. Que ce ne soit pas au niveau de Madame Popard, qui est une inspiratrice de Madame Le Jean, je ne pense pas qu'elle-même prétende arriver à son niveau. Ce que je retiens, c'est qu'il y a eu un spectacle fantastique la semaine dernière au théâtre Paul Eluard. Je ne sais pas si vous y étiez, il était plein à craquer, on a refusé des places. Tout le monde a trouvé ce spectacle extraordinaire, alors les avis, les goûts et les couleurs, chacun son avis là-dessus. Ce qui compte pour nous, c'est qu'on a promis de la qualité aux Choisyennes et aux Choisyens, je crois qu'à l'unanimité, les personnes qui ont assisté à ce spectacle, la qualité était là. Pour preuve, une certaine association qui a participé à un autre événement encore plus extraordinaire samedi dernier, Assos en Scène, où là, les gens ont été dithyrambiques. D'ailleurs, un conseiller parmi nous, je ne le citerai pas, a participé à cette belle fête, et nous avons découvert qu'il est un bon musicien. Ne serait-ce que le dernier groupe passé, un groupe de danse camerounais qui a vraiment enflammé et laissé tout le monde sur les fesses. Tout était à l'avenant avec cette qualité. Les petits danseurs/danseuses de Madame Le Jean ont été repris, pour ne pas la citer, par l'association vietnamienne qui a de nouveau présenté ce spectacle, donc ils étaient très heureux. Ce qui compte pour nous, c'est de voir la joie, la satisfaction des Choisyennes et des Choisyens qui étaient dans cette salle. Permettez-moi de dire, moi aussi je peux avoir mon petit mot du soir, c'est qu'en tant que Choisyen, cela faisait très longtemps que je n'avais pas vu deux spectacles de cette qualité, que ce soit celui de Madame Le Jean ou celui d'Assoc en Scène qui sera de nouveau au programme l'année prochaine, et nous allons accélérer ce type de manifestations. Du moment que les Choisyennes et les Choisyens y trouvent de la joie et du plaisir, chacun jugera du niveau, je vous invite tous à venir y assister. Vous verrez que ce sont des spectacles merveilleux, faits par des amateurs.

Je rends hommage à notre service des associations, à mon adjoint qui n'a pu être présent ce soir, Monsieur Matthias Fondeneige, et à tous les services qui ont participé. Vraiment, c'était exceptionnel. Il y avait d'ailleurs des semis personnels comme l'animateur du Cabaret vert qui nous a avoué que c'était la première fois, pourtant, il a assisté à des spectacles, et à des professionnels, il a été estomaqué et il nous a dit que c'était la première fois qu'il assistait à des spectacles de cette qualité proposés par des amateurs, et qu'ils pouvaient être au niveau de professionnels. Cela suffit à notre bonheur, nous allons poursuivre sur cette voie.

Je voudrais citer aussi les enfants Démos que nous avons lancés. Ils se sont produits pour la première fois à la Cité de la musique pour leur premier concert. Vous vous rendez compte ? Des petits enfants qui n'avaient jamais touché à un instrument de musique, 12 étaient de Choisy-le-Roi, à peu près 24 étaient de Champigny, Orly. Ils étaient magnifiques, les gens avaient les larmes aux yeux, et ce dont on pourrait être le plus fier, c'est ces 12 petits enfants qui au bout de 6 mois d'apprentissage, ont réussi, ensemble, avec leurs petits camarades, à donner un concert. Nous avons développé ces initiatives, et Madame Hache qui était là avec

Madame Ostermeyer ne le démentira pas, c'était émouvant aux dires des personnes qui y ont assisté, et nous allons continuer dans cette voie. Cela étant, chacun peut juger, dire ce qu'il en veut, nous retiendrons la joie et la satisfaction des Choisyennes et des Choisyens.

Je pourrais ajouter aussi la fête des Agents qui était fantastique, vraiment un moment de partage et de délasserement extraordinaire. Aussi, merci à tous nos services, car nous avons aussi des agents et une administration qui travaillent très bien, puisque depuis la fin du Covid, nous avons fait feu de tout bois. Il y a eu énormément d'événements en deux mois, ce n'est pas facile à tenir, et cela dure. Nous allons aussi avoir le Crito'Star fin juillet, et bien sûr tout Anim'Été que nous ne cessons d'améliorer pour la satisfaction des Choisyennes et des Choisyens. Je sais que par le passé, vous avez aussi eu des actions qui ont donné satisfaction aux Choisyennes et aux Choisyens, et que j'ai saluées.

J'ai parlé longuement, et je m'en excuse auprès de Madame Ostermeyer qui se donne tellement de mal sur le plan culturel et qui a participé à ces spectacles, qui va aussi donner sa réponse et son avis.

Ce que je voulais dire aussi, excuse-moi, Sushma, on n'a jamais prétendu que c'était de la gymnastique rythmique et sportive, c'est de la danse inspirée par la gymnastique rythmique et sportive. D'ailleurs, il y a les éléments de la gymnastique rythmique et sportive, mais c'est de la danse accompagnée de costumes qui sont faits par les parents ou des bénévoles. Les costumes sont fantastiques, ils n'ont rien à voir avec l'équipement de la gymnastique rythmique et sportive. C'est avant tout de la danse et un spectacle. Madame Ostermeyer, excusez-moi, allez-y.

**Mme Ostermeyer :** En deux mots, simplement, je pense que vous n'avez pas du tout saisi la spécificité de cette école qui est extraordinaire. Justement, elle allie les qualités des danseurs et des gymnastes, parce que Madame Patricia Le Jean est diplômée de l'école Popard, elle est toujours membre, d'ailleurs, de son syndicat. Elle a également d'autres cordes à son arc, elle a effectivement la gymnastique rythmique à son actif, et elle a une fusion de toutes sortes d'arts dans cette école, et c'est ce qui fait justement sa particularité. Elle n'est pas enfermée dans une discipline, au contraire, elle est pluridisciplinaire et donne aux enfants une base extraordinaire à tous les arts, mais aussi à tous les sports. Cela leur permet par la suite de choisir la discipline qui leur convient le mieux et de pratiquer, que ce soit professionnellement ou en tant qu'amateur. On a énormément de succès et beaucoup de ces jeunes sont déjà de grands professionnels. Donc je pense que vous n'avez absolument pas saisi la portée de cette école. Je le regrette énormément, mais c'est ainsi. Les Choisyens peuvent en profiter à nouveau, et nous en sommes extrêmement contents.

**M. le Maire :** Monsieur Didier Guillaume, mais on ne va pas débattre là-dessus.

**M. Guillaume :** Je ne veux pas débattre là-dessus, mais je suis heureux de découvrir la voix de Madame Ostermeyer pour la première fois, qui développe une pensée sur des prospectives et la manière de concevoir la culture à Choisy-le-Roi, et je suis heureux qu'elle ait pu l'exprimer devant les Choisyennes et les Choisyens.

**M. le Maire :** Vous avez pu remarquer, Monsieur Didier Guillaume, que depuis le 4 juillet, cela fera deux ans que nous sommes là, que nous sommes très mauvais en communication sur ce que nous faisons, mais cela va changer à la rentrée. Nous travaillons beaucoup, on fait beaucoup de choses, mais maintenant, il est temps que nous le fassions savoir. Nous ne répondons pas à certaines attaques de vos amis sur Facebook. Je dois dire, et pour cela, je vous respecte, que certains ne sont pas tout à fait vos amis. Effectivement, Madame Ostermeyer fait partie de ces personnes qui travaillent beaucoup, très discrète, dont les gens

ressortent toujours plus intelligents lorsqu'ils discutent avec elle, une très jolie voix, une très belle prestance et je m'honore de l'avoir dans mon équipe.

On peut peut-être voter, ou on se met à danser ? Chacun peut exprimer ses qualités. Maestro... Alors, y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? Bien, c'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.*

**→ 23. Prix de vente de documents et CD issus de la désaffectation annuelle par le réseau des médiathèques de la commune de Choisy-le-Roi**

**M. le Maire :** Vous avez beaucoup de chance, Monsieur Didier Guillaume, car vous allez à nouveau entendre la voix de Madame Ostermeyer qui va nous présenter le point n°23.

**Mme Ostermeyer :** Il s'agit d'une toute petite modification. Comme il est connu qu'une fois par an, notre médiathèque fait le tri parmi ses livres et bien sûr doit renouveler ses collections, elle procède donc à une vente, à une brocante des livres les plus usagés ou du moins qu'elle veut renouveler. Cette brocante qui fait la joie des Choisyens propose des tarifs très attractifs qui ont toujours beaucoup de succès. Toutefois, nous avons révisé un tout petit peu les tarifs de certains livres tout à fait exceptionnels qui sont des livres de grands prix. Quand ils sont dans un état quasiment neuf, nous avons pour ces livres uniquement fait évoluer le tarif de vente autour de 8 à 10 euros pour ces livres, les autres restant tout à fait abordables dans des prix, comme d'habitude, un euro, deux euros, très abordables pour tous.

**M. le Maire :** Y a-t-il des observations ? Non. Ce que je pourrais ajouter, c'est que c'est le respect du livre. Ce n'est pas pour gagner de l'argent. C'est aussi parce qu'on s'est aperçu qu'il y a des marchands que je connais, parce que je suis collectionneur, qui profitent d'acheter ces livres 3 ou 4 euros pour aller les revendre 30 ou 40 euros. Je pense que ce sont des livres qui valent 70, 80, 100 euros chacun. Je vous invite à aller au déstockage de la médiathèque, j'y vais chaque année. Je remercie l'ancienne municipalité d'avoir eu cette initiative, parce qu'on y fait de très bonnes affaires. Vous avez des livres neufs à un ou deux euros, jamais lus. Je suis un amoureux du livre, et effectivement, quand je voyais ces beaux livres d'art, ce sont essentiellement des livres d'art, qui valent si cher qui étaient vendus 4, 5 ou 6 euros... Il est évident que s'ils ne sont pas vendus, nous n'allons pas tout remballer, nous en ferons profiter, bien sûr, les Choisyennes et les Choisyens.

C'est aussi parce que le livre est amené à disparaître. J'espère que je ne serai jamais condamné à lire un roman sur une tablette, certains le voudraient, mais le livre, c'est beau, c'est vivant, cela respire. C'est un beau cadeau. J'en ai acheté un tout à l'heure pour quelqu'un qui m'est cher qui part en vacances. Fréquentez donc notre seule librairie qui reste à Choisy-le-Roi qui se donne bien du mal, que tout le monde connaît, qui est avenue de la République. C'est un combat de toutes les marines que de garder au moins une librairie, c'est bien dommage qu'elle ferme les unes derrière les autres. Voilà ce qu'on voulait dire, c'est plus par principe.

Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.*

## SPORTS

### → 27. Convention de partenariat avec l'association TEAM 91 MORANGIS pour l'organisation de Crito Star 2022

**M. le Maire :** Je donne la parole au grand sportif Henrique Marques.

**M. Marques :** Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. Nous préparons la 5e édition du Crito'Star, laquelle se tiendra le dimanche 31 juillet 2022. La date retenue nous permettra de profiter de la forme et de la renommée des coureurs du Tour de France, puisque le Tour de France prend fin le dimanche précédent. Le programme de la manifestation comprend comme l'année dernière une course des écoles de cyclisme, il y avait 88 jeunes l'année dernière, une course féminine derrière Derny dont ce sera la troisième édition, et enfin les coureurs professionnels derrière Derny en fin d'après-midi. À partir de 14h jusqu'à 21h30, Monsieur Daniel Mangeas, le speaker historique du Tour de France, animera l'événement comme au cours des dernières éditions. Le parcours reste inchangé dans le quartier du Port, une convention de partenariat est de nouveau établie entre la commune et le club de Morangis.

Plusieurs services de la ville sont très impliqués, les sports, les relations publiques, les fêtes et cérémonies, le développement numérique et réseau, la voirie, le pôle tranquillité publique. Le club choisyen local Team Cycling apporte également sa contribution.

En 2021, ce sont un peu plus de 12 000 euros en matériel et communication qui ont été investis par la commune avec par ailleurs la mobilisation de 22 agents de la ville. Selon les années, le budget du critérium varie entre 70 000 et 90 000 euros, et nous vous proposons de voter une subvention d'un montant de 10 000 euros pour cette édition. Le Crito'Star permet de valoriser le vélo comme moyen de déplacement privilégié en ville, et nous mettrons tout en œuvre afin qu'il devienne un événement incontournable de l'été à Choisy-le-Roi.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Marques. Y a-t-il des observations ? Nous allons procéder au vote. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité.*

### → 28. Subvention exceptionnelle à la Fédération française de ski nautique pour l'organisation des championnats de France du 7 au 10 juillet

**M. le Maire :** Le point n°28. Monsieur Marques, vous reprenez la parole.

**M. Marques :** La Fédération française de ski nautique vient d'ouvrir son tout nouveau centre technique national Guy Leprince doté d'un téléski nautique de très haut niveau, le câble est situé en plein cœur du parc de Choisy et Paris Val-de-Marne. Après deux années perturbées par la crise sanitaire ayant retardé son ouverture, l'année 2022 se présente comme le point de départ du plan de la fédération afin de favoriser l'accès aux pratiques de glisse pour toutes et pour tous. Dans ce cadre, la Fédération française de ski nautique organise l'inauguration des locaux qui aura lieu le jeudi 7 juillet, et les championnats de France dont les épreuves se dérouleront le samedi 9 et le dimanche 10 juillet.

En outre, elle propose un partenariat avec les écoles de la ville et un forfait de 100 Pass Découverte de l'activité câble mis à disposition pour le grand public. Dans le détail, il y a 50 pass disponibles entre le 15 juillet et le 15 août, et 50 disponibles entre le 15 août et le 15 septembre.

La Fédération française de ski nautique sollicite le soutien de la ville en termes de logistique et de moyens financiers. Pour information, le budget total de la manifestation s'élève à 177 000 euros, et au regard du dossier présenté, la ville propose un soutien financier de 5000 euros.

Deux informations complémentaires, il y a le Championnat d'Europe de wakeboard et de wakeskate câble qui est déjà programmé à l'été 2023 au parc interdépartemental des sports, et il y a le projet, mais ce n'est pas encore concrétisé, de domicilier les championnats du monde à l'été 2024 deux semaines avant les JO de Paris. Ce serait donc également au parc interdépartemental, les championnats du monde. Merci.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Marques. Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume :** Bien évidemment, je me félicite de tout ce qui a été lancé, pas uniquement du montant de la subvention, mais nous voterons quand même. Le travail qui a été effectué par le directeur technique national et le président de la fédération, Patrice Martin, est historique dans cette commune, je suis heureux que le travail puisse se poursuivre. La volonté de Patrice était de faire en sorte que le ski nautique et le wakeboard, qui sont des disciplines très confinées dans l'immédiat, puissent se démocratiser et aller vers les banlieues et les zones qui ne sont pas des zones de mer ou d'océan, mais en région parisienne, sur un espace tel que celui-là, tel que l'on a notre parc interdépartemental des sports. C'est évidemment une bonne chose, sachant qu'au-delà des bureaux de la fédération, il y a aussi le centre technique national qui accueillera régulièrement, je pense qu'ils sont toujours dans ce projet, l'ensemble des athlètes, et notamment les espoirs français en vue de préparer toutes les compétitions. C'est une très belle chose, merci.

**M. le Maire :** Merci, Monsieur Guillaume. Comme information, on pourrait ajouter samedi, le tournoi de volley Lugo/Hennigsdorf, dont le coup d'envoi sera donné par Monsieur Damien Desroches et Henrique Marques, qui se sont lancé un défi, d'après ce qu'on m'a dit, avant le coup d'envoi...

**M. le Maire :** C'est Monsieur Desroches qui monte au filet ?

**M. Desroches :** Je vais faire le service.

**M. le Maire :** Méfiez-vous qu'il ne vous monte pas quelque chose.

*Rires*

**M. le Maire :** Nous allons donc accueillir nos amis de Lugo, d'Hennigsdorf et de Tirnova. Le coup d'envoi, c'est samedi à 8h45. C'est très intéressant. Nous allons communiquer là-dessus. Je viens de me dire que peut-être, les gens n'ont pas compris quand j'ai dit que nous étions mauvais en communication. Ce n'est pas notre service qui est en cause, c'est nous, les élus. Nous ne suivons pas toujours les conseils de la communication qui voudrait faire savoir un peu plus ce que nous faisons. Nous n'avons pas le temps, nous travaillons, mais il est important de faire savoir ce que nous faisons. D'ailleurs, au mois de septembre, il y aura un récapitulatif de tout ce que nous avons fait depuis deux ans, le travail a été énorme. Il y a eu beaucoup de choses. Effectivement, personnellement, je suis réfractaire, un peu, à se mettre en avant. Mais vu ce que certains voudraient faire croire, nous allons quand même contre-attaquer, ils vont être surpris de tout ce qui a été fait. Lorsqu'il y a les photos et les actes, que ce soit dans les écoles, en dehors des écoles, pour la culture pour le sport, pendant deux ans, alors que nous étions en pleine période Covid, sans parler de la tranquillité publique, bien sûr, je pense que les gens vont être surpris. Donc j'invite tous les élus, maintenant, effectivement, à faire connaître le travail qu'ils font. Vous travaillez beaucoup, il est temps qu'on soit moins discrets, mais même moins modestes. Donc, ne

craignons pas de montrer ce que nous faisons, et ce sera relayé par notre service communication qui est très bon. Il ne faut pas se méprendre, ne serait-ce que les belles affiches qu'ils nous ont faites pour les derniers événements. Il faut voter ? Oui.

Y a-t-il des observations ? Non, il y avait que Monsieur Didier Guillaume. Bien sûr, nous nous félicitons tous d'avoir la Fédération de ski nautique avec Monsieur Martin, tout le monde connaît son parcours sportif. Humainement, c'est un super type. Nous avons aussi la Fédération française de volley, ce qui est très bien, deux fédérations sur notre ville. On pourrait en être tous fiers. Ce que nous faisons, c'est aussi pour qu'ils restent, c'est aussi un remerciement de la ville sur le choix de notre ville. Les championnats de France, ce n'est pas rien, quand même. C'est un super spectacle. Le ski nautique n'est pas le football, mais c'est un super spectacle, et ce sont de vrais athlètes.

Nous allons voter. Y a-t-il des votes contre ? Non. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité.*

## DLC

### → 29. Répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux pour l'année 2022 (2e affectation)

**M. le Maire** : Le point n°29, je donne la parole à Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Merci, Monsieur le Maire. Bonsoir à toutes et à tous. Nous allons donc parler de la répartition de la subvention municipale aux associations locales et groupements locaux année 2022, et c'est la deuxième affectation. Lors du vote du budget primitif le 23 mars 2022, il a été déterminé une enveloppe permettant d'attribuer des subventions aux associations locales et groupements locaux au titre de l'année 2022. Une première ventilation de cette subvention a été portée dans le document budgétaire, mais l'intégralité de cette somme n'a pas été affectée. Le tableau ci-dessous présente la deuxième répartition de l'enveloppe affectée à la vie associative pour un montant total de 18 265 euros. Il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette ventilation de subventions.

**M. le Maire** : Bien. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci à vous.

*La délibération n°29 est adoptée à l'unanimité.*

### → 30. Avenant à la convention locale cadre d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville couverts par le contrat de ville Seine-Amont

**M. le Maire** : Le point n°30. La parole est de nouveau à Madame Fontaine.

**Mme Fontaine** : Merci. La signature d'une convention d'utilité sociale avait ouvert droit aux organismes de logement social jusqu'en 2015 à un abattement de 30 % sur la base d'imposition de la taxe foncière sur les propriétés bâties, que l'on appelle aussi TFPB, pour les zones urbaines sensibles, les ZUS. À compter de 2016, il ne concerne plus que les logements dont le propriétaire est signataire d'un contrat de ville et qui s'engage en contrepartie de cet abattement à mettre en œuvre des actions visant au renforcement de la qualité de service rendu au locataire. Seuls les territoires prioritaires sont concernés, soit pour Choisy-le-Roi le quartier sud. Le cadre national prévoit la signature d'une convention par bailleur et par quartier. Au regard de leur nombre important, il a été proposé dans le Val-



de-Marne de procéder à une contractualisation à l'échelle du contrat de ville. Avec l'ensemble des bailleurs disposant du patrimoine sur les quartiers en politique de la ville, cette convention a été signée le 9 novembre 2016 pour la période 2016-2020. Cette convention a précisé les modalités d'élaboration et de réalisation des programmes d'action ainsi que les priorités d'intervention. Pour rappel, les principaux axes d'intervention du programme concernent le renforcement de la présence du personnel de proximité. Donc sur les Navigateurs, vous avez une antenne de Valophis, la formation du personnel, le sur-entretien avec notamment l'association HEP, la gestion des déchets encombrants et épaves, la tranquillité publique, la concertation des locataires avec notamment le Conseil citoyen, et les actions d'animation et de lien social avec toutes les associations du quartier prioritaire de la ville.

En application de la loi de finances 2019, la prorogation une première fois des contrats de ville jusqu'en 2022, puis une seconde fois jusqu'au 31 décembre 2023 entraînent celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées, s'agissant notamment de l'abattement de 30 % sur la TFPB des logements locatifs sociaux appartenant à des organismes HLM ou à une société d'économie mixte. Donc pour les Navigateurs, c'est Valophis.

Afin d'acter cette prorogation, un avenant à la convention est nécessaire. Il est proposé d'approuver ledit avenant à la convention, d'autoriser le maire à le signer ainsi que tout autre document y afférent.

**M. le Maire :** Merci, Madame Fontaine. Y a-t-il des observations ? Non. Des votes contre ? Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°30 est adoptée à l'unanimité.*

## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

### → 31. Approbation de la Convention d'occupation du domaine public pour installation et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) sur voirie entre la Ville de Choisy-le-Roi et la société METROPOLIS

**M. le Maire :** Le point 31, je redonne la parole à Monsieur Kristian Bolle.

**M. Bolle-Dalliah :** Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, je suis heureux de vous présenter cette délibération ce soir. Comme vous le savez, vous l'avez sûrement vu dans les actualités de ces dernières semaines, le Parlement européen vient de confirmer tout récemment l'interdiction des véhicules thermiques à partir de 2035. De son côté, l'État a fixé, comme expliqué dans le document que vous avez reçu, une orientation à 100 % de véhicules électriques d'ici 2030/2035. C'est le cadre de la loi de transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015. Dans cette loi, il a été fixé, encore une fois par l'État, l'objectif de 7 millions de points de recharge en milieu privé ou en milieu public. Il se trouve qu'à ce titre, la Région connaît ce qu'on expliquait tout à l'heure la Métropole du Grand Paris, et que la Métropole du Grand Paris a souhaité mettre en place une ZFE sur laquelle Choisy-le-Roi est tout juste touchée et propose un certain nombre d'avantages à l'installation de bandes de recharges électriques.

Ce soir, l'objectif n'est pas de débattre sur l'utilité du véhicule électrique, de la voiture électrique ou de la voiture thermique, simplement, aujourd'hui, nous donnons par cette délibération les moyens et nous rendons un service aux Choisyens qui se sont déjà équipés de ce type de véhicules de pouvoir se recharger sur le territoire communal, car ce n'était pas le cas jusqu'à présent. Il y a de plus en plus de demandes, donc nous réagissons et nous

répondons à cette demande, j'oserais même dire que nous nous positionnons en avant-garde et nous prenons les devants sur toute cette histoire que je viens de vous décrire.

Il faut savoir que sur la ville, nous avons la possibilité d'intervenir auprès de trois prestataires, à savoir deux syndicats et la Métropole du Grand Paris à travers son partenaire Metropolis. Nous avons choisi d'aller sur la proposition de la Métropole, simplement parce qu'elle permet à nos services de garder la compétence. On l'aurait transférée si l'on était parti sur du syndicat, nous gardons la compétence, donc nous pouvons continuer à développer demain dans d'autres quartiers.

À ce titre, je précise que nous avons commencé à discuter avec le renouvellement urbain dans le cadre de Choisy Sud pour poser une prochaine station également à ce niveau. Sachez que trois partenaires nous proposaient déjà trois points sur lesquels ils avaient l'autorité et les emplacements qui ont été retenus sont localisés autour du 14, avenue Louis Luc, du 63, avenue d'Alfortville et du 34, boulevard de Stalingrad. Si cette délibération est adoptée ce soir, la mise en place sera effective dans les six mois. Merci.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Bolle. Y a-t-il des observations ? Monsieur Didier Guillaume.

**M. Guillaume** : C'est un dispositif intéressant, je fais la remarque que j'ai faite en Commission urbaine au regard de la lecture des 18 articles. Il me semble qu'il faudrait à l'avenir créer un avenant notamment sur la démarche de fin d'exploitation. Les choses sont bien mentionnées sur les litiges, mais pas sur la fin d'exploitation. On ne sait pas quelle pourrait être la durée de vie de ces matériaux, et je pense que la ville pourrait exiger à l'exploitant de retirer le matériel, pour une raison ou pour une autre, s'il y a un problème, en rendant en l'état le domaine public tel qu'il était au moment où il l'a trouvé. Il y a peut-être quelque chose à imaginer en cours d'exploitation. Il ne s'agit pas de régler cela maintenant, tel que c'est écrit, c'est écrit, mais je pense que c'est un point d'attention, parce que chat échaudé craint l'eau froide. Je faisais référence notamment avec la mise en place de la fibre NOOS qui avait été en faillite, qui n'avait pas pu réparer les fameuses bornes, et nous-mêmes, nous ne pouvions pas les réparer, elles étaient bien sur le domaine public, mais elles appartenaient à NOOS. Il y avait un vide juridique, ce qui fait que pendant très longtemps vous étiez les uns et les autres Choisyennes et Choisyens, vous avez pu voir qu'il y avait ces fameuses bornes qui étaient sur les trottoirs fracturées, cassées, etc. Ce n'est pas du tout le même matériel, j'entends bien, et donc je pense qu'il y aura peut-être à l'avenir à border sur le cas où il y a besoin de déplacer, d'enlever ces installations, si parfois elles deviennent obsolètes dans telle ou telle année. C'est juste un point d'attention. Bien sûr, nous voterons la délibération.

**M. le Maire** : Monsieur Id Elouali.

**M. Id Elouali** : Rapide réponse, je souscris à ce point de vigilance de Monsieur Guillaume. Il faudrait peut-être qu'on puisse anticiper les fins d'exploitation.

**M. le Maire** : C'est bien noté, et nous partageons. Monsieur Bolle. Pardon, Madame Juhel.

**Mme Juhel** : C'était juste pour dire que quand même, on se félicitait de cette implantation. On sait que l'absence de bornes est un grand frein au développement du véhicule électrique, qu'il va y avoir un manque dans les années à venir. Que notre ville se préoccupe de faire ce service aux Choisyens est un point tout à fait positif que l'on ne peut que soutenir.

**M. le Maire** : Tout à fait, Madame Juhel. D'autres observations ? Monsieur Bolle.

**M. Bolle-Dalliah** : Simplement un petit complément, car je n'ai pas été tout à fait exact dans ma présentation. Nous avons donc, visiblement, nous serons tous d'accord là-dessus, dans

six mois, trois stations de recharge. Il y en aura deux qui seront des stations classiques citadines, et une qui sera une station express localisée à côté de la borne de route.

**M. le Maire :** Merci. Nous passons au vote, où il y a des observations ? Y a-t-il des votes contre ? Je n'en vois pas. Abstentions ? C'est voté à l'unanimité, merci.

*La délibération n°31 est adoptée à l'unanimité.*

## **ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

### **→ 32. Modification de la représentation de la commune au sein du SIRESCO**

**M. le Maire :** La délibération suivante, c'est simplement à titre transitoire, en accord avec Madame Yamina Lajili qui nous représentait auprès du SIRESCO, que je remercie, d'ailleurs, de sa présence, puisqu'elle était toujours présente. Je ne vous cache pas que la dernière entrevue était un peu tendue, il y a eu certains propos tenus par des maires que j'ai trouvé fort désagréables et pas du tout objectifs.

Madame Lajili est de retour, donc j'expliquais pour le remplacement. C'est en parfaite concertation avec mon adjointe, les relations s'étant quelque peu tendues. Madame Lajili et Madame Brulant qui sont présentes, et Madame Bezace, bien sûr, ont par correction un peu de réserve, je les remercie, d'ailleurs, pour leur tenue et leur présence. Je pense qu'il est nécessaire que je représente la commune au sein du SIRESCO, parce que franchement, les propos tenus par certains maires, il est important, je parlais tout à l'heure de solidarité, de respect entre maires, que ce soit un maire qui leur réponde. Ils ont acté lors de la réunion syndicale très difficilement avec des propos qui ne correspondaient pas à ce que nous a dit Monsieur Bouyssou lorsqu'il s'est présenté devant moi, je peux lui dire, je lui dirai qu'il a montré son vrai visage, très avenant lorsqu'il est venu nous voir, pas très sympa lors de cette entrevue.

Bref, cela a été voté, la sortie du comité syndical, maintenant, il appartient aux communes de se prononcer, mais nous allons être très vigilants sur les conditions. Les entretiens et la discussion continuent sur les conditions de sortie. Tout à l'heure, Monsieur Bolle vous a expliqué que nous avons préféré la Métropole parce que nous gardions notre compétence plutôt que d'aller dans un syndicat. Je pense qu'avant que nous retournions dans un syndicat, à part lorsque c'est obligatoire, nous allons longuement réfléchir. On ne va pas refaire le débat du syndicat SIRESCO, c'est acté, le comité syndical a validé la sortie de la ville de Choisy-le-Roi du SIRESCO, les villes doivent maintenant acter cette sortie au sein de leur Conseil municipal respectif, comme nous l'avons fait pour la ville de Champigny qui est sortie il y a quelques mois. Nous poursuivons les discussions quant aux conditions de sortie.

Pour votre information, tout à l'heure, c'est pour cela que nous avons voté un groupement de commandes, bien sûr, nous sommes accompagnés par une AMO et nous allons faire un cahier des charges sur ce que désire la commune de Choisy-le-Roi, puisqu'il va y avoir deux ou trois ans, la sortie effective étant en février ou mars 2023, deux ou trois ans tampons à faire, je pense, en DSP, puisque nous avons eu la mauvaise surprise de constater que la cuisine centrale, au vu des nouvelles normes notamment EGAlim, n'est plus apte à produire nos repas. Il faut donc construire une cuisine neuve, ce que nous allons faire. Nous allons veiller quand même à ce que doit être un repas équilibré aujourd'hui pour les enfants, notamment en ce qui concerne le bio, notamment en ce qui concerne l'équilibre végétarien et viande, nous n'oublions pas les seniors, puisqu'aussi, il faut bien sûr les alimenter. Il y en a qui mangent bien. Voilà pour l'information.

Je pense que nous allons parvenir à nos fins, c'est un long travail intéressant. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Nous nous réunissons, nous travaillons à réunir bien sûr cet

investissement pour notre nouvelle cuisine centrale qui sera donc neuve. De plus, lors des travaux qui ont été pilotés certainement par des personnes extrêmement intelligentes et de nombreux bureaux d'études, nous avons constaté que les camions ne peuvent plus rentrer sur le parking de notre cuisine centrale. Puisqu'on a supprimé une voie, il n'y a plus de braquage, on a un parking, mais les camions ne peuvent pas y entrer. Pour ceux qui ont vu « Les Shadoks » il y a quelques années, je crois qu'on pédale bien.

*Rires*

**M. le Maire :** C'est juste pour acter le remplacement, le fait que je représente la ville auprès du SIRESCO. Y a-t-il des observations ? Je n'en vois pas. Y a-t-il des votes contre ? Abstentions ? Abstention, d'accord. C'est dans la normalité, nous étions dans une soirée festive, amicale... je plaisante.

**M. Guillaume :** Monsieur le Maire, explication de vote, à chaque fois qu'il s'agit de délégations que vous vous donnez, depuis le début du mandat, comme c'est interne à la majorité, nous nous abstenons, puisque c'est votre choix. C'est très logique.

**M. le Maire :** Tout à fait, c'est dans la norme, ce que j'avais fait avec plaisir lors de mes précédents mandats en tant que conseiller. Merci. Donc vous avez pu suivre les abstentions ? Très bien, merci à vous.

*La délibération n°32 est adoptée à l'unanimité (7 abstentions)*

### → 33. Modification de la composition de la commission d'Appel d'offres

**M. le Maire :** Il y a quelques changements, peut-être qu'il faut l'annoncer, je ne sais pas, parce que nous avons modifié les compositions de commissions puisqu'il y a des changements et autres dans les groupes, il y a un nouvel adjoint, etc. Je vous avoue qu'il y a eu quelques modifications où nous nous sommes trompés, parce qu'on a appris aussi des changements. Est-ce que vous souhaitez annoncer, pour ceux qui nous ont écrit, ce changement à l'intérieur de votre groupe ? Qu'est-ce que je fais ? Monsieur Hassan Aoummis ?

J'ai reçu, bien sûr, Monsieur Aoummis que je remercie, il m'a fait part du fait qu'il quittait son groupe actuel et qu'il allait siéger en candidat libre. C'est cela ? Il n'y a pas d'autres annonces. Pas pour ce soir, très bien. Monsieur Hutin.

**M. Hutin :** Je suis ravi d'apprendre en tant que président de groupe que Monsieur Hassan Aoummis démissionne, quitte le groupe de l'opposition. J'aurais aimé être averti, tout simplement.

**M. le Maire :** Nous l'avons dit tout à l'heure, la politique n'est pas toujours un long fleuve tranquille, mais Monsieur Aoummis, si j'ai bien compris, vous nous rejoignez, et j'en suis heureux. Non ? Vous siégez en candidat libre, mais vous restez dans l'opposition. On le précise. Bon, très bien. Ce qu'on préfère, c'est représenter des délibérations sans erreur, sans rature, donc ce que je vous propose, en plus, cela n'a pas d'incidence sur les commissions à venir et autres, elles seront représentées en septembre, cela permet à notre direction d'y voir clair, parce qu'il y a eu aussi au sein de nos groupes des changements vis-à-vis des commissions compte tenu du nouvel adjoint, de nouvelles délégations.

Ce que je vous propose, nous nous en excusons, c'est de reporter au prochain Conseil du mois de septembre les délibérations n°33, 34 et 35. Cela va nous permettre en plus de partir un peu plus tôt.

*Les délibérations n°33, 34 et 35 sont retirées de l'ordre du jour.*

**→ 36. Modification de la composition des commissions municipales**

**M. le Maire :** On va la reporter aussi, car il y a quelques modifications. On va tout reporter au propre au mois de septembre, cela ne modifie en rien les commissions qui restent avant les vacances. Il n'y en a pas. On retire la n°36 qui sera représentée.

*La délibération n°36 est retirée de l'ordre du jour.*

**→ 37. Modification du représentant du Conseil municipal en charge des questions de défense**

**M. le Maire :** Celle-ci, c'est plus simple. Nous allons nous en occuper dès ce soir. À la suite de la démission de Monsieur Hacène Habi, il faut donc renommer ce représentant. En toute logique, ce sera donc Monsieur Stéphane Bance, puisqu'il assure la délégation sécurité. Je vous propose de porter cela au vote. Même chose que tout à l'heure, abstention et le reste pour ? Donc le même nombre d'abstentions que tout à l'heure. Merci.

*La délibération n°37 est adoptée à l'unanimité (7 abstentions)*

**→ 38. Modification de la désignation des représentants et de leurs suppléants gestion des biens immobiliers en copropriété appartenant à la ville**

**M. le Maire :** Ensuite, il y a le fameux point 39... Il y a aussi le point 38 que j'allais oublier. La commune est propriétaire d'un certain nombre de lots de copropriétés, des ensembles immobiliers sur la commune. Toujours pareil, à la suite de la démission du 7e adjoint, Monsieur Hacène Habi, il est nécessaire de modifier la représentation de la commune au sein de la copropriété résidence place Gabriel, dalle Orix, le 53, rue Auguste Blanqui, la copropriété rue Carnot au 4, rue Jean Jaurès, en désignant de nouveaux représentants. Vous avez des locaux avec :

- Pour le centre commercial Choisy 2, vous avez en titulaire : Sushma Ostermeyer, Frédéric Druart,
- Pour la résidence du Parc de Choisy-le-Roi, en titulaire Frédéric Druart, en suppléante : Gaulier Danièle,
- Résidence place Gabriel sur la dalle Orix, titulaire : Tonino Panetta, suppléant : Frédéric Druart,
- Vous avez aussi, sur le 21-23, avenue Victor Hugo, Madame Lucie Lanternier en titulaire, en suppléante : Mélisandre Martin,
- La copropriété Carnot / parking du marché : Frédéric Druart et Walid Sayadi,
- Une copropriété au 76, avenue Villeneuve-Saint-Georges, vous avez comme titulaires Frédéric Druart, Matthias Fondeneige.

De toute façon, ce sont les nominations. Je pense que le vote est identique à tout à l'heure. Pas de vote contre ? Abstention, et le reste en vote pour ? C'est la même chose.

*La délibération n°38 est adoptée à l'unanimité (7 abstentions)*

### → 39. Compte-rendu des décisions L-2122-22 du Code général des Collectivités territoriales

**M. le Maire** : Nous arrivons au compte rendu des décisions L-2122-22 du Code général des collectivités territoriales, un moment qui nous rappelle toujours notre ami, un peu émouvant, parce que nous avons aussi des anciens qui ne sont plus parmi nous. Madame Juhel.

**Mme Juhel** : Excusez-moi, j'ai une question sur le voyage en Grèce pour 13 600 euros. Sur quels critères sont sélectionnés les 18 participants à ce séjour ?

**M. le Maire** : Oui, c'est un séjour pour le service jeunesse. Il y a de nombreux ados qui partent, c'est un séjour, comme ils en ont fait par le passé, comme ils en font...

**Mme Juhel** : Je demande juste sur quels critères ils sont sélectionnés, est-ce que c'est 18 jeunes comme cela ? C'est quand même un montant important.

**M. le Maire** : Tout à fait, c'est mentionné dans la délibération.

**Mme Juhel** : Il n'y a pas de délibération, il y a juste une ligne, c'est pour cela que je pose la question. Vous n'avez pas forcément la réponse aujourd'hui, Monsieur le Maire.

**M. le Maire** : Vous avez raison. Plus ou moins, ce sont les critères que vous adoptiez avant, c'est-à-dire que ce sont des jeunes qui ne sont pas eux-mêmes déjà partis l'année d'avant, bien sûr, ce sont des jeunes qui n'ont pas accès aux vacances. Il y a une participation, quand même, des familles par rapport au quotient familial. Ce sont des critères usuels, je pourrai effectivement vous donner les critères très précis si vous le désirez, bien sûr, en questionnant le directeur du service jeunesse qui n'a pas changé.

**Mme Juhel** : Ne vous inquiétez pas, je posais les mêmes questions quand j'étais dans la majorité.

**M. le Maire** : Cela ne m'inquiète pas.

**Mme Juhel** : Cela m'a toujours interpellée.

**M. le Maire** : En gros, on n'a pas modifié les critères, ce sont des critères d'équité, de solidarité, mais on pourra vous les donner précisément. Déjà, il y a un critère, c'est que c'est tournant. Ce n'est pas toujours les mêmes qui partent en vacances. Oui, Monsieur Hutin.

**M. Hutin** : Merci, Monsieur le Maire. Lors de la réunion des présidents, je vous avais posé une question sur l'ouverture d'une ligne de crédit d'un montant de 3 millions d'euros avec la banque Arkéa. Vous n'aviez pas su me donner la réponse, est-ce que vous l'avez ce soir ? Je vous remercie.

**M. le Maire** : Non, je vous ai dit que c'était une ouverture en prévision, mais avant de donner une réponse définitive, puisqu'il y a Amandine... C'est une ouverture de crédit, tout simplement. C'est la ligne de trésorerie, c'est ce que je vous ai dit. Ce n'est pas forcément utilisé, c'est ce que je vous ai expliqué. C'est simplement une ligne de trésorerie de 3 millions d'euros pour pouvoir piocher dedans en cas de besoin. Cela se fait dans toutes les villes, cela se faisait sous l'ancienne mandature, mais comme je préfère laisser les réponses aux orfèvres en la matière, en l'occurrence Madame Francisot... Mais cela confirme que c'est simplement une ouverture de ligne de crédit de trésorerie.

**M. Hutin** : C'est juste le montant qui a attiré mon attention, 3 millions d'euros.

**M. le Maire** : Si la banque nous avait dit 10 millions d'euros, on aurait ouvert 10 millions d'euros, mais je ne pense pas qu'ils l'auraient fait. « Ouverture d'une ligne de crédit », cela ne veut pas dire qu'ils seront utilisés. C'est une ouverture de ligne de crédit. C'est pour ne pas avoir recours à un crédit, c'est déjà disponible de suite.

**M. Hutin** : C'est noté, je vous remercie.

**M. le Maire** : Merci, Monsieur Hutin.

## QUESTIONS DIVERSES

**M. Hutin** : Autre chose, je vous avais signifié qu'il y allait avoir une question orale ce soir.

**M. le Maire** : Excusez-moi, je n'ai pas entendu.

**M. Hutin** : Je vous avais signifié qu'il y aurait une question orale ce soir.

**M. le Maire** : Une question orale, d'accord.

**M. Hutin** : Ce sera fait par Monsieur Didier Guillaume.

**M. le Maire** : D'accord.

**M. Guillaume** : Ce ne devait pas être fait par moi, donc imaginez que j'ai la voix et l'apparence de Nadine Luc, mais comme elle est partie pour des problèmes de santé et que j'ai son mandat, je vous pose la question qu'elle souhaitait poser, qui est à la fois une remarque et une question concernant le patrimoine municipal :

*« D'après nos informations, les services des archives municipales ont été déménagés dans l'ancienne mairie pour implanter la police municipale à leur place. Dont acte, c'est votre choix, mais la remarque concerne le fait que les nouveaux locaux semblent plus réduits et n'aient pas la dimension des besoins d'une ville comme la nôtre, riche de son histoire. Cela m'amène à vous poser la question sur vos priorités patrimoniales. Pour l'exprimer plus précisément, la présidente de l'association Louis Luc pour la mémoire de Choisy vous a adressé un courrier concernant l'avenir de l'acquisition faite précédemment de la maison Rouget-de-Lisle qui aurait pu devenir un espace muséal pour valoriser l'histoire de Choisy-le-Roi et notre patrimoine. Quelles sont vos intentions en la matière ? »*

**M. le Maire** : Très bien. Donc l'association pose cette question sans aucune arrière-pensée politique, bien sûr. Je n'ai pas répondu, parce qu'ils ont répandu le bruit que nous allions démolir, il y a même une personne qui s'est permis d'appeler le ministère, d'écrire au ministère de l'Intérieur comme quoi nous allions démolir la maison Rouget-de-Lisle. C'est assez extraordinaire. Donc quand je vois des choses pareilles, je ne réponds pas. Mais là, je veux bien vous répondre, vous posez une question officielle au Conseil municipal, ne serait-ce que pour les Choisyennes et les Choisyennes. Lorsqu'on écrit des mensonges et des outrances... D'ailleurs, j'irai demander quelques comptes à ce monsieur, inutile de vous dire que le ministère de l'Intérieur, bien sûr... J'irai demander comment une personne qui a priori doit avoir toute sa tête peut se permettre d'affirmer une chose qui est fausse. C'est fou. Ou c'est une arrière-pensée politique, ou alors ce monsieur, je voudrais discuter avec lui, savoir ce qu'il pense d'une certaine honnêteté intellectuelle.

Pour en revenir aux archives, je vous signale qu'il ne nous est pas possible de déménager des archives sans le consentement des archives départementales. Nous avons donc exposé notre projet aux archives départementales qui sont venues sur site, qui ont vu les plans, et

qui ont été extrêmement satisfaites de notre choix. Je dirais même qu'ils nous ont appris un peu tard que nous aurions pu avoir des subventions, mais il fallait le prévoir deux ans avant. Pourquoi étaient-ils satisfaits ? Parce que c'est un lieu qui se prête à des archives. Deuxièmement, où étaient entreposées les archives, tenir des archives dans cet état, c'était scandaleux. Et les archives départementales nous ont imposés... Oui, les archives, il y en a qui étaient au sol, éparées dans des cartons, donc cela nous a permis... C'est comme cela que nous les avons découvertes, nous avons fait la visite avec eux. De plus, il y avait une porte qui n'était pas du tout sécurisée et qui donnait un accès trop facile aux archives. Ce n'était pas du tout un lieu pour des archives, ils en ont convenu. Ils nous ont donc félicités de notre choix, je vous donnerai le nom de l'inspectrice qui est venue avec une de ses collègues, ils étaient ravis. Il y a la partie de l'ancienne mairie, mais nous avons aussi plus d'espaces centralisés de stockage. Et avec leur consentement, il y avait toute la sécurité voulue. Il y a plus d'espaces qu'où ils étaient, contrairement à ce que vous affirmez, notamment en stockage. Ce qui est important, c'est le stockage. Tout le sous-sol, où il y avait la salle de sport, où il y avait notre ancienne permanence, tout cela est consacré au stockage. Nous l'avons fait avec l'accord des archives départementales qui ont vu là une amélioration significative du stockage de nos archives. Il y a un procédé aussi pour éviter qu'il y ait des petits champignons, il y en avait certaines qui commençaient à être atteintes, donc cela nous a permis de les nettoyer, de répertorier celles qui ne l'étaient pas encore, de les reclasser. Le service archives, il est superbe. Franchement, dans le parc, les gens qui viennent, c'est super.

Sur le musée et la maison Rouget-de-Lisle, je ne dépenserai pas, je ne ferai pas dépenser de l'argent public à hauteur de 900 000 euros, parce que c'est ce qu'on nous a demandé, pour l'intérieur de la maison Rouget-de-Lisle. J'avais d'ailleurs, lorsque j'étais conseiller municipal, émis des réserves sur ce soi-disant musée Rouget-de-Lisle qui devait s'y tenir. Qu'allons-nous mettre dans un musée Rouget-de-Lisle ? Le musée Rouget-de-Lisle, il est à Lons-le-Saunier. L'intérieur du musée Rouget-de-Lisle, je peux faire visiter chacun et chacune d'entre vous, chaque Choisyen et chaque Choisyenne la maison Rouget-de-Lisle. Ce n'est pas la maison de Rouget de Lisle, il y a passé les 10 dernières années de sa vie, elle a été squattée, elle a été aux mains de marchands de sommeil. Il n'y a plus rien non pas qui représente quelque chose en lien avec Rouget de Lisle, mais elle n'a même aucun lien avec une maison de cette époque. Il n'y a que des planches et des petites cloisons, cela a été transformé en 10 petits studios faits de bric et de broc avec des planches. Qu'allons-nous faire de cela ? Il est hors de question de démolir la maison Rouget-de-Lisle, puisqu'on l'appelle comme cela. Ce que nous cherchons, c'est préserver la façade, puisqu'il n'y a que cela qui peut rappeler une certaine époque, y apposer, bien sûr, les faire respecter une plaque, comme il y en a énormément dans Paris. Il y a des personnages illustres dans Paris, vous pouvez vous promener, il y a des plaques « *Ici a vécu untel* », c'est tout ce que nous pourrions faire. Il n'y a aucun objet, ni dans la ville ni ailleurs, ayant appartenu à Rouget de Lisle. Nous avons un tableau qui le représente, mais on ne peut pas mettre ce tableau, il est dans la salle des mariages, il y est très bien. Je ne vois pas un musée Rouget-de-Lisle avec un tableau. Il y a le musée à Lons-le-Saunier où il est né, voilà, mais ils n'ont déjà pas grand-chose.

On n'a jamais eu l'intention de démolir la maison Rouget-de-Lisle. Elle a d'ailleurs bien été défigurée, puisque lorsque vous l'avez acquise, il n'y a plus de parc, il n'y a plus d'entrée. Je pourrais poser la question : pourquoi avez-vous massacré la maison Rouget-de-Lisle ? Puisque le terrain a été vendu à un promoteur, et cela ne représente plus rien. Il n'y a même plus... Il y a juste 20 m<sup>2</sup> derrière qui subsistent. Cette affaire, on est bien embarrassé. En fait, on ne peut rien en faire à part préserver la façade, éventuellement essayer de la vendre. On cherche juridiquement comment la préserver, obliger un acquéreur à ne pas toucher à la façade et à garder une plaque qui dit : « *Ici a vécu Rouget de Lisle* », mais à part cela...



Maintenant, si vous trouvez des vestiges ou des objets ayant appartenu à Rouget de Lisle, vous me dites où ils sont et on verra. Oui, Madame Juhel.

**Mme Juhel :** Monsieur le Maire, visiblement, vous ne connaissez pas le dossier. Il ne s'est jamais agi de créer un musée Rouget-de-Lisle, il s'est agi de créer un musée de l'histoire et du patrimoine de Choisy-le-Roi, notamment de tout le patrimoine de la Faïencerie, de faire un musée sur l'histoire de Choisy-le-Roi, aussi bien son histoire royale que son histoire industrielle dans une maison qu'on appelle la maison Rouget-de-Lisle. On s'en fiche qu'il y ait habité ou pas. Ce local avait été acheté pour notamment accueillir une partie de ce qui était dans les locaux des archives qui, contrairement à ce que vous dites, étaient quand même quatre fois plus vastes que le petit endroit qui va leur être consacré, dans lequel il y avait non seulement les archives, avec très probablement comme toujours dans les archives des problèmes de conservation, de champignons pour lesquels il faut investir, mais là, c'est autre chose que des histoires de local. Tout déménagement est toujours l'occasion d'assainir.

Mais en ce qui concerne les locaux, vous aviez une salle d'exposition dans les anciens locaux des archives, qui était une salle d'exposition publique. Il y avait quand même des collections visitables, et je ne vois pas où vous allez mettre toutes les faïences, toute la cristallerie qui était conservée dans la salle d'exposition des archives. Il y a un patrimoine muséographique de l'histoire de Choisy-le-Roi. Il ne s'agissait pas de faire un musée Rouget-de-Lisle, à part la statue, on n'a rien de Rouget de Lisle à montrer dans un musée. Il s'agissait de faire un musée de l'histoire et du patrimoine choisyen. Je pense que même si, personnellement, je m'intéresse beaucoup plus à la création contemporaine qu'au patrimoine historique, malgré tout, dans la culture choisyenne, le patrimoine, c'est important. Et là, il n'y a plus d'espace d'exposition aux archives et il n'y a plus d'avenir d'un espace d'exposition à la maison Rouget-de-Lisle. Je comprends que tous les gens, notamment l'association Louis Luc qui, contrairement à ce que vous pensez, ne défend pas l'histoire de Louis Luc, mais est une association qui défend le patrimoine historique de la ville de Choisy, et donc ce n'est pas une association politique, c'est une association qui a pris ce nom et parce qu'elle a été lancée à un moment donné de l'histoire de la ville. C'est une association qui acquiert au fur et à mesure des ventes, des donations, un certain nombre de pièces qui sont des pièces patrimoniales de la ville de Choisy. On ne sait plus ce qu'on va faire, je pense que la question était une vraie question qui méritait une vraie réponse. Et ce soir, vous répondez à côté, parce que vous n'avez pas étudié le sujet. Je pense que ce sujet et l'histoire de Choisy intéressent les Choisyens et méritent d'être étudiés, et méritent une réponse. On est prêts à en discuter avec vous de manière très apaisée à un autre moment que peut-être cette fin de conseil municipal où l'on est tous fatigués.

**M. le Maire :** Merci. Alors là, cette tirade, il fallait la sortir, Madame Juhel. C'est vous qui allez nous parler du patrimoine historique ? Et c'est l'association Louis Luc qui va nous parler du patrimoine historique de Choisy-le-Roi ?

**Mme Juhel :** Il faut savoir ce qu'est l'association Louis Luc.

**M. le Maire :** Madame, je vous ai laissé parler, s'il vous plaît, écoutez-moi. Vous avez parlé longuement, je n'ai même pas eu un soupir ni une interruption tellement je buvais vos paroles. C'est vous, donc, qui nous parlez du patrimoine de Choisy ? C'est l'association Louis Luc qui nous parle du patrimoine de Choisy ? De qui est composée l'association Louis Luc que je respecte ? Je corrige une chose, ce n'est pas l'association Louis Luc qui achète des œuvres Choisyennes, c'est la ville. D'ailleurs, depuis que nous sommes arrivés, nous avons acquis un plan du Château de Choisy original qui avait été reproduit. Nous avons le plan du Château original. C'est un original, parce qu'à l'époque, ce n'était pas l'offset, ce

n'était pas l'imprimerie comme il y a maintenant. C'est un plan qui est d'époque, que nous avons acquis, et qui a été tiré à peu d'exemplaires, et qui après a eu d'autres exemplaires.

Quand je dis « *c'est vous qui nous parlez de cela* », ce sont bien vos amis politiques qui ont détruit le patrimoine de notre ville. Qu'avez-vous fait, Madame ? Ce n'est pas vous, vous n'étiez pas là. Mais qu'ont fait vos amis, les anciens maires, du patrimoine de Choisy ? Ils l'ont détruit, abattu. Que sont devenus les vestiges du château de Choisy ? Lorsque j'étais gosse, je jouais dedans. Ils étaient importants, ils ont été abattus pour faire la dalle. Qu'est devenue la maison de Danton ? Elle a été abattue. Que sont devenus les vestiges de la Faïencerie de Choisy, à part un poteau ? Rasés. Et vous voulez nous faire le mauvais procès, nous, de ne pas sauvegarder le patrimoine ? Bien sûr que nous allons sauvegarder le patrimoine.

Pour en revenir aux archives et votre fameuse salle d'exposition, vous croyez que je ne l'ai pas visitée ? Premièrement, c'était toujours fermé, il ne faut pas nous raconter d'histoires. Deuxièmement, il n'y avait pas toute la faïencerie de Choisy. Il y avait quelques pièces, il y avait à l'étage une grande vitrine sur pied où il y avait quelques pièces, et il y avait deux ou trois vitrines avec des pièces. Déjà, nous pouvons en exposer deux fois plus dans l'hôtel de ville. Donc tout ce qui était exposé dans les anciennes archives sera intégralement exposé dans l'hôtel de ville qui sera vu par beaucoup plus de personnes, et en plus, nous allons en augmenter la visibilité, puisque cela va nous permettre de mettre plus de pièces.

Quant au musée du patrimoine choisyen dans la maison Rouget-de-Lisle, excusez-moi, il faut être sérieux. Un musée, ce n'est pas 400, 500 m<sup>2</sup>. Je rêverais de faire un musée du patrimoine choisyen, pourquoi pas un jour, encore faudrait-il retrouver du patrimoine. Parce que là, Attila est passé un peu partout. Que nous reste-t-il ? Il aurait fallu se poser ces questions lorsque certains étaient aux manettes de la ville. D'autres villes environnantes ont su préserver leur patrimoine, nous, nous aimerions bien le ressusciter. Mais lorsqu'on parle de musée, il faut être sérieux. Un musée, ce n'est pas une maison. On peut visiter la maison d'un écrivain, on peut visiter la chambre de Van Gogh, mais un musée, ce n'est pas 400 m<sup>2</sup>. Donc si nous trouvons un endroit idoine et suffisamment de matière pour parler du patrimoine choisyen, pourquoi pas, mais il n'y a ni l'endroit ni la matière. Donc nous faisons avec ce que nous avons.

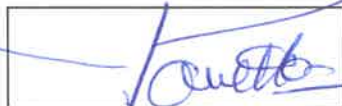
Les archives départementales nous ont quand même d'un avis plus qu'autorisé félicités de notre choix et de cette installation. Et en ce qui concerne ces quelques faïences qui étaient exposées dans les anciennes archives, elles seront exposées dans de meilleures conditions, mais en nombre équivalent pour celles qui étaient exposées dans l'hôtel de ville, ce qui permettra à de nombreux Choisyennes et Choisyens de les voir, puisqu'ils seront sur chaque étage. Et surtout, cela va nous permettre d'ajouter d'autres œuvres. Donc tout cela est un progrès pour la ville.

Ce sont des polémiques qui sont lancées par un certain microcosme que vous avez cité, notamment l'association Louis Luc. Dans mes pérégrinations dans la ville, je regrette, mais personne ne me parle de musée, de ceci ou de cela. Personne ne me parle, ne critique nos choix sur les nouvelles archives. Lorsque les gens vont se rendre dans ces nouvelles archives, déjà, ils auront un cadre assez majestueux qui se prête parfaitement à la conservation des archives. Lorsque vous dites que c'est lors d'un déménagement qu'on s'occupe des archives, c'est faux, Madame Juhel. Les archives, cela s'entretient tout au long de leur vie. On n'attend pas un déménagement pour en prendre soin. Ces archives, il y a bien longtemps que personne n'en avait pris soin, et cela a été bien noté par les archives départementales qui nous ont sommés de faire le nécessaire, ce que nous avons fait. Voilà ce que je peux répondre sur cette question.

C'est la fin de la séance. Merci à vous, merci de ce Conseil passionnant de haute tenue. Encore une fois, bonne route, Monsieur Didier Guillaume. Bon appétit pour ceux qui veulent encore manger, en tous les cas, j'en connais une.

Fin de séance à 11 heures

**Maire : T. PANETTA**



**Secrétaire de  
séance :**

**H. SASU**



